

## **PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 17 JUIN 2025 A 19h30**

L'an deux mille vingt-cinq et le dix-sept juin à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence Jean-Yves MEYER, Maire.

### **Présents :**

MEYER Jean-Yves (présent de la délibération n°1 à la délibération n°4, absent à la délibération n°5, présent de la délibération n°6 à la délibération n°7, absent à la délibération n°8, présent de la délibération n°9 à la délibération n°10, absent à la délibération n°11, présent de la délibération n°12 à la délibération n°13, absent à la délibération n°14, présent de la délibération n°15 à la délibération n°16, absent à la délibération n°17, présent de la délibération n°18 à la délibération n°19, absent à la délibération n°20, présent de la délibération n°21 à la délibération n°22, absent à la délibération n°23, présent de la délibération n°24 à la délibération n°58, absent à la délibération n°59, présent de la délibération n°60 à la délibération n°65), LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette (absent de la délibération n°1 à la délibération n°2, présent de la délibération n°3 à la délibération n°65), FAURE Cécile (présent de la délibération n°1 à la délibération n°20, absent de la délibération n°21 à la délibération n°22, présent de la délibération n°23 à la délibération n°65), CIVIER Stéphane (présent de la délibération n°1 à la délibération n°46, absent à la délibération n°47, présent de la délibération n°48 à la délibération n°65), NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, TASTEVIN Marie-Françoise (présent de la délibération n°1 à la délibération n°40, absent de la délibération n°41 à la délibération n°42, présent de la délibération n°43 à la délibération n°65), BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain (présent de la délibération n°1 à la délibération n°57, absent à la délibération n°58, présent de la délibération n°59 à la délibération n°65), MARRON Corentin, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra (donne procuration à Guillaume VERMOREL de la délibération n°1 à la délibération n°32, présent de la délibération n°33 à la délibération n°65), PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CONSTANZO André (présent de la délibération n°1 à la délibération n°34, absent à la délibération n°35, présent de la délibération n°36 à la délibération n°65)

### **Excusés :**

DURIEU Joël (donne procuration à Cécile FAURE de la délibération n°1 à la délibération n°20, absent de la délibération n°21 à la délibération n°22, donne procuration à Cécile FAURE de la délibération n°23 à la délibération n°65), HADDAD Catherine (donne procuration à Marie-Françoise TASTEVIN de la délibération n°1 à la délibération n°40, absent de la délibération n°41 à la délibération n°42, donne procuration à Marie-Françoise TASTEVIN de la délibération n°43 à la délibération n°65), SAUGET Elisabeth donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, VERNEDE Corinne donne procuration à MARRON Corentin, LEYNAUD Michel donne procuration à BOUSCHON Max, AMRANI Hasiba donne procuration à NGUYEN Isabelle, TEYSSIER Nicolas (donne procuration à Jean-Yves MEYER de la délibération n°1 à la délibération n°4, absent à la délibération n°5, donne procuration à Jean-Yves MEYER de la délibération n°6 à la délibération n°7, absent à la délibération n°8, donne procuration à Jean-Yves MEYER de la délibération n°9 à la délibération n°10, absent à la délibération n°11, donne procuration à Jean-Yves MEYER de la délibération n°12 à la délibération n°13, absent à la délibération n°14, donne procuration à Jean-Yves MEYER de la délibération n°15 à la délibération n°16, absent à la délibération n°17, donne procuration à Jean-Yves MEYER de la délibération n°18 à la délibération n°19, absent à la délibération n°20, donne procuration à Jean-Yves MEYER de la délibération n°21 à la délibération n°22, absent à la délibération n°23, donne procuration à Jean-Yves MEYER de la délibération n°24 à la délibération n°58, absent à la délibération n°59, donne procuration à Jean-Yves MEYER de la délibération n°60 à la délibération n°65), JOLY Delphine (donne procuration à Stéphane CIVIER de la délibération n°1 à la délibération n°46, absent à la délibération n°47, donne procuration à Stéphane CIVIER de la délibération n°48 à la délibération n°65), ARMAND Michel donne procuration à DAUMAS Jacques

**Absents :**

KAPPEL Roger, CAUQUIL Alexandra, DELAUCHE Henri

**Secrétaire de séance :** Alain BOYER

\*\*\*\*\*

**A 19h30**, Jean-Yves MEYER, ouvre la séance et souhaite la bienvenue à tous les participants. Il vérifie que le quorum est atteint et annonce les pouvoirs qui lui ont été remis.

\*\*\*\*\*

Jean-Yves MEYER interroge les élus sur d'éventuelles remarques concernant le procès-verbal de la dernière séance.

A propos de l'achat des bâtiments, et plus particulièrement de celui situé au croisement du boulevard Gambetta et de la rue Valleton, Patricia Roux, demande si les élus du groupe peuvent être associés à la réflexion sur le devenir du bâtiment.

Monsieur le Maire approuve cette demande ; il précise néanmoins qu'il y a plusieurs étapes avant celle de la réflexion.

Concernant les dégâts à la salle de musculation liés à la pratique du RCAV, Benoit Perrusset demande s'il y a plus d'information quant au remboursement par l'association.

Monsieur le Maire informe les élus qu'il semblerait que le RCAV ne rembourse pas les dégâts car l'association n'aurait pas d'assurance pour la salle de musculation ; il sera donc appliqué ce qui a été voté en conseil municipal le 7 avril.

Suite à sa question écrite relative au chantier de la « Résidence Jean Charay », André Constanzo informe les élus avoir déposé une plainte pour mise en danger d'autrui auprès de Madame la Procureure de la République de Privas.

Il ajoute que « Ce ne sont pas les entreprises » qui n'ont fait qu'appliquer ce qu'on leur a demandé de faire », mais bien Ardèche Habitat qui est visé concernant les premiers travaux réalisés depuis le 18/03/2025, « à savoir : le démantèlement de la toiture de fibrociment et la démolition des ouvrages en béton armé des 8 garages. »

André Constanzo explique aux élus que le 14/05/2025, les opérateurs de la Sarl Provence Dépollution ont réalisé le retrait de la toiture en fibrociment garages mais qu'ils n'ont pas respecté 4 des 5 étapes du protocole de désamiantage. De plus, « du 19 au 23/05/2025, les ouvrages en béton armé des garages ont été démolis par l'entreprise Construction Alves sans respecter le code du travail qui contient une série de règles destinées à protéger la santé des salariés, mais aussi des riverains dans le cas qui nous occupe, directement exposés à des poussières de silice lors de l'abattage à l'aide d'engins lourds. »

Enfin, il informe les membres de l'assemblée que des photographies documentent cette plainte et conclut : « Sans présager de l'avenir, je pense que cette plainte ne sera pas la dernière. »

Après ces interventions, le procès-verbal du conseil municipal du 7 avril 2025 est approuvé à l'unanimité.

## ADMINISTRATION GENERALE

### **Délibération n° 2025-082 : Décisions du Maire et droit de préemption**

Par délégation du Conseil Municipal du 3 juillet 2020 en vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire a été amené à prendre les décisions suivantes :

Numéros des Décisions	Objet de la décision 2025
2025-041	Marché de travaux pour la remise en état du carrelage des plages et gradins de la piscine Municipale
2025-042	Contrats monteurs Château pour exposition été 2025
2025-043	Déclaration sans suite : marché de travaux préalable à des travaux d'extension du Bâtiment des abattoirs de la Ville d'Aubenas - Hydrocurage et pompage des graisses du vide sanitaire
2025-044	Revalorisation loyer infirmière MSP - Nadia THOMAS
2025-045	Contrats monteurs Château pour exposition été 2025
2025-046	Contrats monteurs Château pour exposition été 2025
2025-047	Cession de machines à bois du service Menuiserie de la Ville d'Aubenas
2025-048	Contrat relatif aux autocontrôles sanitaires
2025-049	Contrat de prestation intellectuelle Felicien Grand d'Esnon - CACP
2025-050	Contrat de prestation intellectuelle Alexis Loisel-Montambaux - CAPC
2025-051	Contrat Hugo Lemaire - démontage expo CACP
2025-052	Contrat Boris Geoffroy - démontage expo CACP
2025-053	Contrat Esi Fine Art - transport Île/Mer/Froid CACP
2025-054	Contrat Renaud Leplat-Torti - démontage expo CACP
2025-055	Contrat Thomas Pellet - démontage expo CACP
2025-056	Contrat Œil de Lynx - signalétiques CACP
2025-057	Contrat Galerie Camera Obscura CACP
2025-058	Contrat Filigranes Editions CACP
2025-059	Contrat Hedley Group LTD - transport Ella Walker et Sabine Moritz
2025-060	Contrat Art : Concept CACP
2025-061	Contrat Haas - transport Sabine Moritz CACP
2025-062	Contrat Corentin Grossmann CACP
2025-063	Contrat Ella Walker CACP
2025-064	Contrat Sabine Moritz CACP
2025-065	Contrat Hugo Lemaire - intervention CACP

2025-066	Contrat Boris Geoffroy - Intervention CACP
2025-067	Contrat Hervé Rousseau CACP
2025-068	Contrat Christian Meier CACP
2025-069	Contrat BoisModern CACP
2025-070	Marché de travaux pour le rétablissement de l'accès aux terres agricoles
2025-071	Contrats monteurs Château pour exposition été 2025 CACP
2025-072	Contrat monteur Château pour exposition été 2025 CACP
2025-073	Contrat Hugo Lemaire - prêt d'œuvre et droits d'exposition CACP
2025-074	Contrat Boris Geoffroy - prêt d'œuvre et droits d'exposition CACP
2025-075	Contrat Juridique
2025-076	Contrat de maintenance de 5 XCOVER 4 (appareils mobiles PM)
2025-077	Avenant au contrat de prêt, d'encadrement, de transport et d'exposition CACP

## Pôle Développement Urbain – Service Foncier

### Droit de préemption urbain non exercé

19/03/2025	16-20 Rue Louis Vidal	B3269, B3664
19/03/2025	43 Avenue du Jumelage	E2112
19/03/2025	Le pigeonnier	D5155
24/03/2025	24 Chemin de la Roche Noire	E2218
27/03/2025	Rue René Grimaud	F1490
02/04/2025	85 Route de Vals	A0973, A0972, A4282
04/04/2025	26 Chemin de Chaudabri	E5932, E5846, E5847, E5850, E5935
08/04/2025	25 Chemin du Camping	E5406
10/04/2025	43 Boulevard Jean Mathon	F0833, F1022
10/04/2025	6 Boulevard de Provence	E4759
11/04/2025	21 chemin de Saint-Didier	D5203, D5205
11/04/2025	17 Rue du Docteur Louis Pargoire	E2694
15/04/2025	24 Rue René Grimaud	E5081, E5083
17/04/2025	26 Rue des Réservoirs	A2749
17/04/2025	Chemin Henri Constant	D4339, D4343, D4346, D4348, D4353, D4354, D4357, D4359, D4360, D4362
18/04/2025	13bis Rue de la Pailhouse	F1482
23/04/2025	18 Rue de Couloubreyt	E4742
24/04/2025	23 B Boulevard Saint-Didier	F0598
25/04/2025	37 Rue Georges Couderc	B2367
25/04/2025	32 Chemin de Nuelles	E2711
28/04/2025	8 Chemin des Chaussades	B0757, B0752, B0753, B0755, B1493, B1494, B1495
28/04/2025	Chemin du Cheylard	A4605, A4602
30/04/2025	Ile de Jastres	C0099, C0116, C1125
02/05/2025	4 Corniche de Baza	B1697

02/05/2025	3 Rue Baptiste Marcet	B3284
06/05/2025	7 Chemin des Iles	D4129
07/05/2025	Chemin de la Retraite	A4578, A4576, A4580
12/05/2025	23 a Boulevard Saint-Didier	F0596, F0597 B0752, B0753, B0755, B0757, B1493, B1494, B1495
13/05/2025	8 Chemin des Chaussades	E0616, E0613, E0614, E0612, E0615
14/05/2025	22 Chemin de Grazza	A0963, A3851, A3848, A1898, A1899, A3847, A3854, A3853
14/05/2025	109 Boulevard Jean Mathon	B3171, B3170
14/05/2025	71 Boulevard Jean Mathon	B3508
14/05/2025	Chemin de Chadarent	B2528, B1013, B2247, B4229, B4230
16/05/2025	33 Rue Albert Seibel	B3506

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, prend acte des éléments présentés.**

## POLICE MUNICIPALE

### **Délibération n° 2025-083 : Convention de coordination entre la Police Municipale et les forces de sécurité de l'Etat**

**Vu** la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;  
**Vu** la loi n°99-5 du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux ;  
**Vu** la loi n°20228-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux ;  
**Vu** les articles L.512-4 à L.512-6 du Code de la sécurité intérieure ;  
**Vu** les articles L.2211-3 et L.2212-6 du Code général des collectivités territoriales ;  
**Vu** les contraventions mentionnées au livre VI et les articles 21-2, 73, 78-6 et 803 du Code de procédure pénale ;  
**le** Code de la route et notamment les articles L.1<sup>er</sup>, L.225-5, L.234-9, L.235-2, L.330-2, L.325-2 ;  
**Vu** le Code de la santé publique ;  
**Vu** le décret n°2013-745 du 14 août 2013 modifiant le décret n°2010-569 du 28 mai 2010 relatif au fichier des personnes recherchées ;  
**Vu** l'arrêté du 15 mai 2009 relatif à la transmission de certaines données dans le fichier DICEM aux agents de la police municipale ;  
**Vu** le projet de convention ;

Considérant que la convention de coordination entre la Police Municipale et la circonscription de la Police Nationale d'Aubenas doit être renouvelée pour une durée de trois ans,

Considérant que la nouvelle convention précise les domaines d'intervention entièrement dévolus aux services municipaux et détermine les domaines d'intervention partagés,

Considérant que cette nouvelle convention présente les modalités de coordination et d'informations mutuelles et détaille un certain nombre de coopérations opérationnelles renforcées, portant notamment sur les transmissions d'informations, la sécurité routière, l'encadrement des manifestations sur l'espace public, les opérations tranquillités vacances, la prévention des violences urbaines,

[En lien avec la convention présentée, Patricia Roux demande comment se sont conclus les cambriolages qui ont eu lieu dans le centre-ville d'Aubenas, suite à la visite de la Préfète ?](#)

Monsieur le Maire précise que la Préfète est venue pour soutenir les commerçants. Il informe les élus que l'enquête étant en cours, il ne fera aucun commentaire quant au développement de cette affaire.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** les termes de la convention jointe en annexe,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

## INTERCOMMUNALITE

**Délibération n° 2025-084 : Gouvernance intercommunale : nombre de représentants de la commune (accord local)**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5211-6-1 et L.5211-6-2 relatifs à la composition des conseils communautaires des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre ;

**Vu** la composition actuelle du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas assise sur le droit commun ;

**Vu** le courrier de Mme la préfète en date du 28 avril 2025 demandant d'arrêter la répartition des sièges au sein de conseil communautaire avant le 31 Août 2025 ;

**Vu** le courrier de Monsieur le Président de la CCBA en date du 22 mai 2025, proposant d'entériner la règle de droit commun ;

Considérant que la loi prévoit une répartition des sièges au sein du conseil communautaire selon des règles de droit commun proportionnelles à la population de chaque commune membre, avec une possibilité d'accord local dérogatoire dans certaines conditions,

Considérant que l'évolution de la population municipale 2025 sur le territoire de l'EPCI, telle que constatée par l'INSEE fait passer le nombre de délégué communautaire total de 52 à 56,

Considérant que la commune d'Aubenas, en sa qualité de commune la plus peuplée de l'EPCI, attache une importance particulière au respect du principe de représentation proportionnelle et souhaite maintenir une répartition conforme aux règles légales,

Considérant que la commune d'Aubenas ne souhaite pas s'engager dans une démarche d'accord local dérogatoire susceptible de remettre en cause l'équilibre démocratique fixé par la loi,

*19h40 : arrivée de Madame Eliette Roche.*

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Se prononce** en faveur de l'application des dispositions légales en matière de répartition des sièges au sein du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas, soit 17 sièges pour la commune d'Aubenas,
- **Refuse** expressément toute démarche visant à conclure un accord local dérogatoire à ces règles de droit commun,
- **Autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes mesures utiles à l'exécution de la présente et notamment à notifier la présente délibération à Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas ainsi qu'à Madame la Préfète de l'Ardèche.



## FINANCES

### **Délibération n° 2025-085 : Budget principal : Approbation du compte de gestion 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1612-12 et L2121-31 ;

**Vu** la délibération n°2 du 10 avril 2024, adoptant le BP 2024 de la commune ;

**Vu** la délibération n°10 du 23 septembre 2024, portant décision modificative n°1 ;

**Vu** la délibération n° 8 du 14 novembre 2024, portant décision modificative n°2 ;

**Vu** la délibération n° 37 du 17 décembre 2024, portant décision modificative n°3 ;

Considérant que le compte de gestion 2024 établi par le Comptable public présente les résultats suivants :

En section de Fonctionnement, un excédent de clôture de l'exercice de : 2 401 035,30 €

En section d'investissement, un déficit de clôture de l'exercice de : - 1 573 184,74 €

Report en section d'exploitation (002) l'excédent 2023 : 700 000,00 €

Report en section d'investissement (001) le déficit 2023 : - 932 545,94 €

Soit un résultat global excédentaire de clôture 2024 de : 595 304,62 €.

Considérant que ces résultats sont conformes à ceux du Compte Administratif 2024, (les vues principales, du compte de gestion présenté par le comptable public, sont jointes à la présente délibération).

#### **Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** le compte de gestion 2024 du budget principal, présenté par le comptable public, sans observation ni réserve.

Résultats budgétaires de l'exercice

30000 - AUBENAS		Exercice 2024		
		SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
<b>RECETTES</b>				
Prévisions budgétaires totales (a)		12 810 570,55	21 358 537,31	34 169 107,86
Titres de recette émis (b)		7 328 399,66	21 102 193,56	28 430 593,22
Réductions de titres (c)		10 165,80	302 543,73	312 809,53
Recettes nettes (d = b - c)		7 318 233,86	20 799 549,83	28 117 783,69
<b>DEPENSES</b>				
Autorisations budgétaires totales (e)		12 810 570,55	21 358 537,31	34 169 107,86
Mandats émis (f)		8 899 296,10	19 144 536,83	28 043 832,93
Annulations de mandats (g)		7 877,50	746 022,30	753 899,80
Dépenses nettes (h = f - g)		8 891 418,60	18 398 514,53	27 289 933,13
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>				
(d - h) Excédent		1 573 184,74	2 401 035,30	827 850,56
(a - d) Déficit				

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

30000 - AUBENAS		Exercice 2024			
	RÉSULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2023	PART AFFECTÉE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal					
Investissement	-922 543,94		-1 573 184,74		-2 505 730,58
Fonctionnement	2 963 537,54	2 263 537,54	2 401 035,30		3 101 935,30
<b>TOTAL I</b>	<b>2 030 991,60</b>	<b>2 263 537,54</b>	<b>827 850,56</b>		<b>595 304,62</b>



Pour l'ensemble des votes des comptes administratifs qui suivent, il est procédé à l'élection à l'unanimité de Monsieur André LOYET en tant que Président de séance, Monsieur le Maire quittant la salle et ne prenant pas part aux votes.

**Délibération n° 2025-086 : Budget principal : Approbation du Compte Administratif 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1612-12, L2121-31 et L2121-14 ;

Considérant que le Compte Administratif 2024 présente les résultats suivants :

	Section Fonctionnement		Section Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Prévu (BP + DM + RAR N-1)	21 358 537,31	21 358 537,31	12 810 570,55	12 810 570,55
Réalisé	18 398 514,53	20 799 549,83	8 891 418,60	7 318 233,86
Résultat d'exécution 2024		2 401 035,30	-1 573 184,74	
Résultat antérieur reporté		700 000,00	-932 545,94	
Résultat global 2024		3 101 035,30	-2 505 730,68	

Soit un résultat total excédentaire de 595 304,62 €

Considérant que ces résultats sont conformes à ceux du Compte de Gestion 2024,

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à la majorité avec 23 voix pour et 5 abstentions (ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé), Monsieur le Maire ayant quitté la salle et n'ayant pas participé au vote :**

- **Arrête** le Compte Administratif 2024, lequel présente des résultats tels que ci-dessus, conformes à ceux dégagés par le Compte de Gestion 2024 du Comptable Public,
- **Autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes démarches et signer tous documents nécessaires à l'application de la présente.

**Délibération n° 2025-087 : Budget principal : Détermination et affectation du résultat 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2311-5, R2311-12 et D2311-14 ;

**Vu** la délibération n°2025-086 du 17 juin 2025, portant approbation du compte administratif 2024 ;

**Vu** la délibération n°2025-048 du 7 avril 2025, portant approbation du BP 2025 avec reprise anticipée des résultats ;

**Vu** l'état des restes à réaliser ;

Considérant que le résultat de clôture du Compte Administratif 2024 présente un excédent de Fonctionnement de 3 101 035,30 € et un déficit d'investissement de - 2 505 730,68 €, soit un excédent global de 595 304,62 €,

Considérant que ces résultats sont conformes au Compte de Gestion du Comptable Public,

Considérant que par ailleurs, les restes à réaliser en Dépenses d'Investissement sont de 2 142 596,77 € et les restes à réaliser en Recettes d'Investissement sont de 2 635 556,59 €, soit un excédent de financement des restes à réaliser de 492 959,82 €,

Considérant qu'étant donné l'excédent de financement des restes à réaliser et le déficit d'investissement, le besoin de financement global s'élève à 2 012 770,86 €,

Il est rappelé que le B.P.2025 a été établi en reprenant les résultats prévisionnels suivants :

- Les restes à réaliser d'investissement tant en dépenses que recettes (montants inchangés par rapport au compte administratif définitif).
- La reprise du déficit d'investissement au compte 001 fonction 01 de 2 540 740,59 € (montant du compte administratif définitif : 2 505 730,68€).
- L'affectation prévisionnelle du résultat excédentaire de Fonctionnement de 3 136 045,21 € pour un montant de 2 047 780,77 € au compte 1068 fonction 01 et pour un montant de 1 088 264,24 € au compte 002 fonction 01.

Il est proposé au Conseil Municipal d'affecter le résultat de fonctionnement 2024 d'un montant de 3 101 035,30 € au compte 1068 en section d'investissement du budget 2025 pour la somme de 2 012 770,86 € et au compte 002 en section de fonctionnement pour la somme de 1 088 264,44 €.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité avec 25 voix pour et 5 abstentions (ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé) :**

- Procède à l'affectation du résultat de Fonctionnement excédentaire 2024 d'un montant de 2 012 770,86 € au compte 1068 fonction 01, section d'investissement du B.P 2025 et d'un montant de 1 088 264,44 € au compte 002 fonction 01, section de fonctionnement B.P. 2025. Une décision modificative mettra le budget en conformité avec les éléments définitifs d'affectation du résultat.

## DETERMINATION ET AFFECTATION DU RESULTAT 2024

1° Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

2° Considérant l'excédent de fonctionnement de 3 101 035,30 €, décide d'affecter la somme de :

#### 4° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

Extrait certifié conforme,  
Le Maire, Jean-Yves MEYER,

**Délibération n° 2025-088 : Budget annexe de l'Eau – Approbation du Compte de gestion 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1612-12 et L2121-31 ;

**Vu** la délibération n°3 du 10 avril 2024, adoptant le BP 2024 de l'eau ;

**Vu** la délibération n°13 du 23 septembre 2024, portant décision modificative n°1 ;

Considérant que le compte de gestion 2024 établi par le Comptable Public présente les résultats suivants :

En section d'exploitation un résultat de clôture de l'exercice de : 248 321,17 €

En section d'investissement, un résultat de clôture de l'exercice de : 36 120,36 €

Pas de report en section d'exploitation (002) l'excédent 2023 : 0,00 €

Report en section d'investissement (001) l'excédent 2023 : 786 412,32 €

Soit un résultat global excédentaire de clôture 2024 de : 1 070 853,85 €

Considérant que ces résultats sont conformes à ceux du compte administratif 2024, (les vues principales, du compte de gestion présenté par le comptable public, sont jointes à la présente délibération.)

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** le compte de gestion 2024 du budget annexe de l'Eau, présenté par le comptable public, sans observation ni réserve.

Résultats budgétaires de l'exercice

30100 - AUBENAS EAU		Exercice 2024		
		SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES				
Prévisions budgétaires totales (a)		1 443 301,50	3 995 341,00	5 438 645,50
Titres de recette émis (b)		552 861,44	4 052 053,13	4 604 914,57
Réductions de titres (c)		310,02	25 641,91	25 951,93
Recettes nettes (d = b - c)		552 551,42	4 026 411,22	4 578 962,64
DEPENSES				
Autorisations budgétaires totales (e)		1 443 301,50	3 995 341,00	5 438 645,50
Mandats émis (f)		516 431,06	3 850 627,17	4 367 058,23
Annulations de mandats (g)			72 537,12	72 537,12
Depenses nettes (h = f - g)		516 431,06	3 778 090,05	4 294 521,11
RESULTAT DE L'EXERCICE				
(d - h) Excédent		36 120,36	248 321,17	284 441,53
(h - d) Déficit				

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

30100 - AUBENAS EAU		Exercice 2024				
		RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2023	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal						
Investissement						
Fonctionnement						
TOTAL I						
II - Budgets des services à caractère administratif						
TOTAL II						
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial						
AUBENAS EAU						
Investissement		786 412,32		36 120,36		822 532,68
Fonctionnement		124 156,21	124 156,21	248 321,17		248 321,17
Sous-Total		910 568,53	124 156,21	284 441,53		1 070 953,85
TOTAL III		910 568,53	124 156,21	284 441,53		1 070 953,85
TOTAL I + II + III		910 568,53	124 156,21	284 441,53		1 070 953,85

**Délibération n° 2025-089 : Budget annexe de l'Eau – Approbation du Compte Administratif 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1612-12, L2121-31 et L2121-14 ;

Considérant que le Compte Administratif 2024 présente les résultats suivants :

	Section Fonctionnement		Section Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Prévu	3 995 344,00 €	3 995 344,00 €	1 443 301,50 €	1 443 301,50 €
Réalisé	3 778 090,05 €	4 026 411,22 €	516 431,06 €	552 551,42 €
Résultat d'exécution 2024		248 321,17 €		36 120,36 €
Résultat antérieur reporté				786 412,32 €
Résultat global 2024		248 321,17 €		822 532,68 €

Soit un résultat total excédentaire de 1 070 853,85 €

Considérant que ces résultats sont conformes au Compte de Gestion 2024.

**Le Conseil Municipal, Monsieur Le Maire, ayant quitté la salle et ne prenant pas part au vote, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Arrête** le Compte Administratif 2024 du Budget annexe de l'Eau, lequel présente des résultats tels que ci-dessus, conformes à ceux dégagés par le Compte de Gestion 2024 du Comptable Public,
- **Autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes démarches et signer tous documents nécessaires à l'application de la présente.

**Délibération n° 2025-090 : Budget annexe de l'Eau - Détermination et affectation du résultat 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2311-5, R.2311-12 et D.2311-14 ;

**Vu** la délibération n°2025-089 du 17 juin 2025, portant approbation du compte administratif 2024 ;

**Vu** la délibération n°2025-049 du 7 avril 2025, portant approbation du BP 2025 avec reprise anticipée des résultats ;

**Vu** l'état des restes à réaliser ;

Considérant que le résultat de clôture du Compte Administratif 2024 présente un excédent d'exploitation de 248 321,17 € et un excédent d'investissement de 822 532,68 €, soit un excédent global de 1 070 853,85 €,

Considérant que ces résultats sont conformes au Compte de Gestion du Comptable public,

Considérant que par ailleurs, les restes à réaliser sont :

- en dépenses d'investissement de 126 894,68 €
- en recettes d'investissement de 0 €



Il est proposé d'affecter les résultats de clôture comme suit :

- les restes à réaliser d'investissement en dépenses,
- la reprise de l'excédent d'investissement au compte 001 de 822 532,68 €.
- et l'affectation prévisionnelle du résultat excédentaire d'exploitation de 248 321,17 € au compte 002.

Pour mémoire, le Budget Primitif 2025 a été établi en reprenant :

- les restes à réaliser d'investissement en dépenses,
- la reprise de l'excédent d'investissement au compte 001 de 822 532,68 €.
- et l'affectation prévisionnelle du résultat excédentaire d'exploitation de 248 321,17 € au compte 002.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Procède à l'affectation du résultat d'exploitation excédentaire 2024, de 248 321,17 € au compte 002 du budget annexe de l'eau 2025.**

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

DETERMINATION ET AFFECTATION DU RESULTAT 2024

Le Conseil Municipal réuni sous la présence de Monsieur Le Maire délibérant sur le Compte Administratif de l'exercice 2024 dressé par le Maire, après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité de ses membres présents :

1° Lui donne acte de la présentation faite du Compte Administratif, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Résultats reportés		-		786 412,32	-	786 412,32
Opérations de l'exer.	3 778 090,05	4 026 411,22	516 431,06	552 551,42	4 294 521,11	4 578 962,64
Totaux	3 778 090,05	4 026 411,22	516 431,06	1 338 963,74	4 294 521,11	5 365 374,96
Résultat de clôture		248 321,17		822 532,68		1 070 853,85

Besoin de financement	
Excédent de financement	822 532,68
Restes à réaliser	- 126 894,68

Besoin de financement	
Excédent de financement des restes à réaliser	

Besoin de financement	
Excédent total de financement	695 638,00

2° Considérant l'excédent de fonctionnement de 248 321,17 € décide d'affecter la somme de :	au compte 1068 Investissement BP 2025
	au compte 002 Excédent de fonctionnement reporté BP 2025
	248 321,17

- 3° Constate les identités de valeur avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice 2024 et au fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;
- 4° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;
- 5° Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Extrait certifié conforme,

Monsieur Le Maire, Jean-Yves MEYER

**Délibération n° 2025-091 : Budget annexe de l'Assainissement – Approbation du Compte de Gestion 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-12 et L.2121-31 ;

**Vu** la délibération n°4 du 10 avril 2024, adoptant le Budget Primitif 2024 de l'assainissement ;

**Vu** la délibération n°10 du 13 juin 2024, portant décision modificative n°1 ;

**Vu** la délibération n° 15 du 23 septembre 2024, portant décision modificative n°2 ;

Considérant que le compte de gestion 2024 établi par le Comptable public présente les résultats suivants :

En section d'exploitation un résultat excédentaire de clôture de l'exercice :	94 810,90 €
-------------------------------------------------------------------------------	-------------

En section d'investissement un résultat déficitaire de clôture de l'exercice :	- 58 218,99 €
--------------------------------------------------------------------------------	---------------

Pas de report en section d'exploitation (002) 2023 :	0,00 €
------------------------------------------------------	--------

Report en section d'investissement (001) de l'excédent 2023 :	123 077,69 €
---------------------------------------------------------------	--------------

Soit un résultat global excédentaire de clôture 2024 de :	159 669,60 €
-----------------------------------------------------------	--------------

Considérant que ces résultats sont conformes à ceux du compte administratif 2024,  
(les vues principales, du compte de gestion présenté par le comptable public, sont jointes à la présente délibération.)

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** le compte de gestion 2024 du budget annexe Assainissement, présenté par le comptable public, sans observation ni réserve.

Résultats budgétaires de l'exercice

30200 - AUBENAS ASST

Exercice 2024

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	765 342,93	2 429 935,00	3 195 277,93
Titres de recette émis (b)	491 336,54	2 483 535,53	2 974 872,07
Réductions de titres (c)		36 021,99	36 021,99
Recettes nettes (d = b - c)	491 336,54	2 447 513,54	2 938 850,08
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	765 342,93	2 429 935,00	3 195 277,93
Mandats émis (f)	549 555,53	2 419 182,20	2 968 737,73
Annulations de mandats (g)		66 479,56	66 479,56
Depenses nettes (h = f - g)	549 555,53	2 352 702,64	2 902 258,17
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		94 810,90	36 591,91
(h - d) Déficit	59 218,99		

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non  
personnalisés

30200 - AUBENAS ASST

Exercice 2024

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2023	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
AUBENAS ASST					
Investissement	123 877,69		-59 218,99		64 858,70
Fonctionnement	137 970,23		94 810,90		94 810,90
Sous-Total	261 047,92	137 970,23	36 591,91		159 669,60
TOTAL III	261 047,92	137 970,23	36 591,91		159 669,60
TOTAL I + II + III	261 047,92	137 970,23	36 591,91		159 669,60

**Délibération n° 2025-092 : Budget annexe de l'Assainissement – Approbation du Compte Administratif 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-12, L.2121-31 et L.2121-14 ;

Considérant que le Compte Administratif 2024 présente les résultats suivants :

	Section Fonctionnement		Section Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Prévu (BP+DM+RAR N-1)	2 429 935,00€	2 429 935,00€	765 342,93€	765 342,93€
Réalisé	2 352 702,64 €	2 447 513,54€	549 555,53€	491 336,54€
Résultat d'exécution 2024		94 810,90€	-58 218,99€	
Résultat antérieur reporté		0,00		123 077,69
Résultat global 2024		94 810,90€		64 858,70€

Soit un résultat total excédentaire de 159 669,60 €.

Considérant que ces résultats sont conformes au Compte de Gestion 2024,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, Monsieur le Maire ayant quitté la salle et ne prenant pas part au vote :**

- **Arrête** le Compte Administratif 2024 du Budget Annexe de l'Assainissement, lequel présente des résultats tels que ci-dessus, conformes à ceux dégagés par le Compte de Gestion 2024 du Comptable Public,
- **Autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes démarches et signer tous documents nécessaires à l'application de la présente.

**Délibération n° 2025-093 : Budget annexe de l'Assainissement - Détermination et affectation du résultat 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2311-5, R.2311-12 et D.2311-14 ;

**Vu** la délibération n°2025-092 du 17 juin 2025, portant approbation du compte administratif 2024 ;

**Vu** la délibération n°2025-050 du 7 avril 2025, portant approbation du BP 2025 avec reprise anticipée des résultats ;

**Vu** l'état des restes à réaliser ;

Considérant que le résultat de clôture du Compte Administratif 2024 présente un excédent d'exploitation de 94 810,90 € et un excédent d'investissement de 64 858,70 €, soit un excédent global de 159 669,60 €,

Considérant que ces résultats sont conformes au Compte de Gestion du Comptable public,

Considérant que par ailleurs, les restes à réaliser sont :

- |                                   |             |
|-----------------------------------|-------------|
| - En dépenses d'investissement de | 18 060,30 € |
| - En recettes d'investissement de | 0 €         |

Il est proposé d'affecter les résultats de clôture 2024 pour le budget annexe assainissement comme suit :

- les restes à réaliser d'investissement en dépenses
- la reprise de l'excédent d'investissement au compte 001 de 64 858,70 €
- et l'affectation prévisionnelle du résultat excédentaire d'exploitation de 94 810,90 € au compte 1068.

Pour mémoire, le Budget Primitif 2025 a été établi en reprenant :

- les restes à réaliser d'investissement en dépenses
- la reprise de l'excédent d'investissement au compte 001 de 64 858,70 €
- et l'affectation prévisionnelle du résultat excédentaire d'exploitation de 94 810,90 € au compte 1068.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Procède à l'affectation du résultat d'exploitation excédentaire 2024 de 94 810,90 € au compte 1068 de la section d'investissement du budget annexe de l'assainissement 2025.**



BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

DETERMINATION ET AFFECTATION DU RESULTAT 2024

Le Conseil Municipal réuni sous la présence de Monsieur Le Maire délibérant sur le Compte Administratif de l'exercice 2024 dressé par le Maire, après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré,  
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité de ses membres présents :

1° Lui donne acte de la présentation faite du Compte Administratif, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLE	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Résultats reportés				123 077,69		123 077,69
Opérations de l'exer.	2 352 702,64	2 447 513,54	549 555,53	491 336,54	2 902 258,17	2 938 850,08
Totaux	2 352 702,64	2 447 513,54	549 555,53	614 414,23	2 902 258,17	3 061 927,77
Résultat de clôture		94 810,90		64 858,70		159 669,60

Besoin de financement	
Excédent de financement	64 858,70

Restes à réaliser	18 060,30	0,00
-------------------	-----------	------

Besoin de financement	
Excédent de financement des restes à réaliser	18 060,30

Besoin de financement	
Excédent total de financement	46 798,40

2° Considérant l'excédent de fonctionnement de 94 810,90 €, décide d'affecter la somme de	94 810,90	au compte 1068 Investissement BP 2025
		au compte 002 Excédent de fonctionnement reporté BP 2025

3° Constate les identités de valeur avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice 2024 et au fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

4° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

5° Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus

Extrait certifié conforme,

Monsieur Le Maire, Jean-Yves MEYER

**Délibération n° 2025-094 : Budget annexe de l'Abattoir – Approbation du Compte de gestion 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1612-12 et L2121-31 ;

**Vu** la délibération n°5 du 10 avril 2024, adoptant le BP 2024 de l'abattoir ;

**Vu** la délibération n°39 du 17 décembre 2024, portant décision modificative n°1 ;

**Vu** la délibération n° 8 du 14 novembre 2024, portant décision modificative n°2 ;

**Vu** la délibération n° 37 du 17 décembre 2024, portant décision modificative n°3 ;

Considérant que le compte de gestion 2024 établi par le Comptable Public présente les résultats suivants :

En section d'exploitation un résultat déficitaire de clôture de l'exercice : - 32 265,93 €

En section d'investissement un résultat déficitaire de clôture de l'exercice de : - 127 908,90 €

Report en section d'exploitation (002) l'excédent 2023 : 43 810,51 €

Report en section d'investissement (001) l'excédent 2023 : 607 343,62 €

Soit un résultat global excédentaire de clôture 2024 de : 490 979,30 €

Considérant que ces résultats sont conformes à ceux du compte administratif 2024,  
(Ci-joint les vues principales du compte de gestion présenté par le comptable public.)

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** le compte de gestion 2024 du budget annexe de l'Abattoir, présenté par le comptable public, sans observation ni réserve.

Résultats budgétaires de l'exercice

30300 - AUBENAS ABATTOIR

Exercice 2024

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
<b>RECETTES</b>			
Prévisions budgétaires totales (a)	806 404,65	1 946 800,00	2 753 204,65
Titres de recette émis (b)	175 705,05	1 936 859,68	2 112 564,73
Réductions de titres (c)		35 966,71	35 966,71
Recettes nettes (d = b - c)	175 705,05	1 900 892,97	2 076 598,02
<b>DEPENSES</b>			
Autorisations budgétaires totales (e)	806 404,65	1 946 800,00	2 753 204,65
Mandats émis (f)	306 534,72	2 010 744,38	2 317 279,10
Annulations de mandats (g)	2 920,77	77 585,48	80 506,25
Depenses nettes (h = f - g)	303 613,95	1 933 158,90	2 236 772,85
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>			
(d - h) Excédent			
(h - d) Déficit	127 908,90	32 265,93	160 174,83

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

30300 - AUBENAS ABATTOIR

Exercice 2024

	RÉSULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2023	PART AFFECTÉE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BULGTAIRE	RÉSULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
AUBENAS ABATTOIR					
Investissement	607 143,62		-127 908,90		479 434,72
Fonctionnement	43 810,51		-32 265,93		11 544,58
Sous-Total	651 154,13		-160 174,83		490 979,30
TOTAL III	651 154,13		-160 174,83		490 979,30
TOTAL I + II + III	651 154,13		-160 174,83		490 979,30

**Délibération n° 2025-095 : Budget annexe de l'Abattoir – Approbation du Compte Administratif 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-12, L.2121-31 et L.2121-14 ;

Considérant que le Compte Administratif 2024 présente les résultats suivants :

	Section d'Exploitation		Section Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Prévu (BP+DM+RAR N-1)	1 946 800,00€	1 946 800,00€	806 404,65€	806 404,65€
Réalisé (y/c rattachements et reports)	1 933 158,90€	1 900 892,97€	303 613,95€	175 705,05€
Résultat d'exécution 2024		-32 265,93€		-127 908,90€
Résultat antérieur reporté		43 810,51€		607 343,62€
Résultat global 2024		11 544,58€		479 434,72€

Soit un résultat total cumulé excédentaire de 490 979,30 €.

Considérant que ces résultats sont conformes au Compte de Gestion 2024,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, Monsieur Le Maire, ayant quitté la salle et ne prenant pas part au vote :**

- **Arrête** le Compte Administratif 2024 du Budget annexe de l'Abattoir, lequel présente des résultats tels que ci-dessus, conformes à ceux dégagés par le Compte de Gestion 2024 du Comptable Public,
- **Autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes démarches et signer tous documents nécessaires à l'application de la présente.

**Délibération n° 2025-096 : Budget annexe de l'Abattoir - Détermination et affectation du résultat 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2311-5, R2311-12 et D.2311-14 ;

**Vu** la délibération n°2025-095 du 17 juin 2025, portant approbation du compte administratif 2024 ;

**Vu** la délibération n°2025-051 du 7 avril 2025, portant approbation du BP 2025 avec reprise anticipée des résultats ;

**Vu** l'état des restes à réaliser ;

Considérant que le résultat de clôture du Compte Administratif 2024 présente un déficit de fonctionnement de - 32 265,93 € et un déficit d'investissement de - 127 908,90 €, soit un déficit global de - 160 174,83 €,

Considérant que ces résultats sont conformes au Compte de Gestion du Comptable public,

Par ailleurs, les restes à réaliser sont :

- |                                     |             |
|-------------------------------------|-------------|
| - en dépenses d'investissement de : | 46 147,20 € |
| - en recettes d'investissement de : | 23 061,03 € |

Il est proposé d'affecter les résultats de clôture 2024 comme suit

- Les restes à réaliser d'investissement en dépenses et en recettes,
- La reprise de l'excédent d'investissement au compte 001, de 479 434,72 €,
- Et l'affectation prévisionnelle du résultat excédentaire d'exploitation cumulé de 11 544,58 € au compte 002.

Pour mémoire, le Budget Primitif 2025 a été établi en reprenant :

- Les restes à réaliser en dépenses d'investissement de 46 147,20 € et en recettes d'investissement de 23 061,03 €,
- La reprise de l'excédent d'investissement au compte 001, de 479 434,72 €,
- Et l'affectation prévisionnelle du résultat excédentaire d'exploitation de 11 544,58 € au compte 002.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Procède à l'affectation du résultat** d'exploitation excédentaire 2024, de 11 544,58 € au compte 002 de la section de fonctionnement du budget annexe de l'abattoir 2025.

BUDGET ANNEXE ABATTOIR

DETERMINATION ET AFFECTATION DU RESULTAT 2024

Le Conseil Municipal réuni sous la présence de Monsieur Le Maire, délibérant sur le Compte Administratif de l'exercice 2024 dressé par le Maire, après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité de ses membres présents :

1° Lui donne acte de la présentation faite du Compte Administratif, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLÉ	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Résultats reportés		43 810,51		607 343,62		651 154,13
Opérations de l'exer.	1 933 158,90	1 900 892,97	303 613,95	175 705,05	2 236 772,85	2 076 598,02
Totaux	1 933 158,90	1 944 703,48	303 613,95	783 048,67	2 236 772,85	2 727 752,15
Résultat de clôture		11 544,58		479 434,72		490 979,30
Besoin de financement						
Excédent de financement			479 434,72			
Restes à réaliser			46 147,20		23 061,03	
Besoin de financement			23 086,17			
Excédent de financement des restes à réaliser						
Besoin de financement						
Excédent total de financement			456 348,55			
2° Considérant l'excédent de fonctionnement de					au compte 1068 Investissement BP 2025	
€						
décide d'affecter la somme de :					au compte 002 excédent de fonctionnement reporté BP 2025	
			11 544,58			

3° Constate les identités de valeur avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice 2024 et au fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

4° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

5° Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus

Extrait certifié conforme,

Monsieur Le Maire, Jean-Yves MEYER



**Délibération n° 2025-097 : Budget annexe Stationnements dans les parcs publics aménagés – Approbation du Compte de gestion 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1612-12 et L2121-31 ;

**Vu** la délibération n°6 du 10 avril 2024, adoptant le BP 2024 des stationnements dans les parcs publics aménagés ;

Considérant que le compte de gestion 2024 établi par le Comptable Public présente les résultats suivants :

En section d'exploitation un résultat de clôture de l'exercice de : 48 620,94 €

En section d'investissement, un résultat de clôture de l'exercice de : - 14 544,03 €

Report en section d'exploitation (002) 2023 : - 0,00 €

Report en section d'investissement (001) le déficit 2023 : -27 976,06 €

Soit un résultat global excédentaire de clôture 2024 de 6 100,85 €

Considérant que ces résultats sont conformes à ceux du compte administratif 2024, (les vues principales, du compte de gestion présenté par le comptable public, sont jointes à la présente délibération.)

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** le compte de gestion 2024 du budget annexe Stationnements dans les parcs publics aménagés ; présenté par le comptable public sans observation, ni réserve.

Résultats budgétaires de l'exercice

Exercice 2024

30700 - AUBENAS STATIONNEMENT PARCS PU

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	195 158,96	312 210,00	507 368,96
Titres de recette émis (b)	150 856,23	312 735,69	463 591,91
Réductions de titres (c)		7 000,92	7 000,92
Recettes nettes (d = b - c)	150 856,23	305 734,76	456 590,99
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	195 158,96	312 210,00	507 368,96
Mandats émis (f)	165 400,26	315 666,84	481 067,10
Annulations de mandats (g)		58 553,02	58 553,02
Depenses nettes (h = f - g)	165 400,26	257 113,82	422 514,08
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		48 620,94	34 076,91
(h - d) Déficit	14 544,03		

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

Exercice 2024

30700 - AUBENAS STATIONNEMENT PARCS PU

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2023	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
AUBENAS STATIONNEMENT PARCS PU					
Investissement	-27 976,06		-14 544,03		-42 520,09
Fonctionnement	40 098,96	40 098,96	48 620,94		48 620,94
Sous-Total	12 122,90	40 098,96	34 076,91		6 100,85
TOTAL III	12 122,90	40 098,96	34 076,91		6 100,85
TOTAL I + II + III	12 122,90	40 098,96	34 076,91		6 100,85

**Délibération n° 2025-098 : Budget annexe Stationnement dans les parcs publics aménagés - Approbation du Compte Administratif 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-12, L.2121-31 et L.2121-14 ;

Considérant que le Compte Administratif 2024 présente les résultats suivants :

	Section Fonctionnement		Section Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Prévu	312 210,00	312 210,00	195 158,96	195 158,96
Réalisé	257 113,82	305 734,76	165 400,26	150 856,23
Résultat d'exécution 2024		48 620,94	-14 544,03	
Résultat antérieur reporté			-27 976,06	
Résultat global 2024		48 620,94	-42 520,09	

Soit un résultat total excédentaire de 6 100,85 €.

Considérant que ces résultats sont conformes au Compte de Gestion 2024,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, Monsieur Le Maire ayant quitté la salle et ne prenant pas part au vote :**

- **Arrête** le Compte Administratif 2024 du Budget annexe Stationnement dans les parcs publics aménagés, lequel présente des résultats tels que ci-dessus, conformes à ceux dégagés par le Compte de Gestion 2024 du Comptable Public,
- **Autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes démarches et signer tous documents nécessaires à l'application de la présente.

**Délibération n° 2025-099 : Budget annexe Stationnement dans les parcs publics aménagés - Détermination et affectation du résultat 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2311-5, R.2311-12 et D.2311-14 ;

**Vu** la délibération n°2025-098 du 17 juin 2025, portant approbation du compte administratif 2024 ;

**Vu** la délibération n°2025-052 du 7 avril 2025, portant approbation du BP 2025 avec reprise anticipée des résultats ;

**Vu** l'état des restes à réaliser ;

Considérant que le résultat de clôture du Compte Administratif 2024 présente un excédent de fonctionnement de 48 620.94 € et un déficit d'investissement de 42 520.09 €, soit un excédent global de 6 100,85 €,

Considérant que ces résultats sont conformes au Compte de Gestion du Comptable public,

Considérant que par ailleurs, les restes à réaliser sont :

- |                                   |        |
|-----------------------------------|--------|
| - En dépenses d'investissement de | 0,00 € |
| - En recettes d'investissement de | 0,00 € |

Soit un besoin de financement des restes à réaliser de	0,00 €
--------------------------------------------------------	--------

Considérant qu'étant donné le déficit d'investissement de 42 520,09 €, le besoin de financement global s'élève à 42 520,09 €,

Il est proposé d'affecter en totalité au compte 1068, en section d'investissement du Budget 2025, le résultat excédentaire de la section de fonctionnement 2024, pour un montant de 48 620,94 €.

Il est rappelé que le Budget Primitif 2025 a été établi en reprenant :

- la reprise du déficit d'investissement au compte 001 de 42 520,09 €,
- et l'affectation prévisionnelle du résultat excédentaire d'exploitation de 48 620,94 € au compte 1068.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Procède à l'affectation du résultat d'exploitation** excédentaire de 2024 de 48 620,94 € au compte 1068 de la section d'investissement du budget 2025.

BUDGET ANNEXE STATIONNEMENTS DANS LES PARCS PUBLICS AMÉNAGÉS

DETERMINATION ET AFFECTATION DU RESULTAT 2024

Le Conseil Municipal réuni sous la présence de Monsieur Le Maire délibérant sur le Compte Administratif de l'exercice 2024 dressé par le Maire, après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à la majorité de ses membres présents :

1° Lui donne acte de la présentation faite du Compte Administratif, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLÉ	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Résultats reportés		-	27 976,06			12 122,90
Opérations de l'exer.	257 113,82	305 734,76	165 400,26	150 856,23	422 514,08	456 590,99
Totaux	257 113,82	305 734,76	193 376,32	150 856,23	422 514,08	468 713,89
Résultat de clôture		48 620,94	42 520,09			46 199,81
Besoin de financement						
Excédent de financement			42 520,09			
Restes à réaliser			-			
Besoin de financement						
Excédent de financement des restes à réaliser			-			
Besoin de financement						
Excédent total de financement			42 520,09			
2° Considérant l'excédent de fonctionnement de						
décide d'affecter la somme de :			48 620,94	au compte 1068 Investissement BP 2025		
				au compte 002 excédent de fonctionnement reporté BP 2025		

3° Constate les identités de valeur avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice 2024 et au fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

4° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

5° Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus

Extrait certifié conforme,

Monsieur Le Maire, Jean-Yves MEYER

**Délibération n° 2025-100 : Budget annexe du Camping – Approbation du Compte de gestion 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-12 et L.2121-31 ;

**Vu** la délibération n°7 du 10 avril 2024, adoptant le BP 2024 du camping ;

**Vu** la délibération n°21 du 13 juin 2024, portant décision modificative n°1 ;

**Vu** la délibération n° 16 du 23 septembre 2024, portant décision modificative n°2 ;

Considérant que le compte de gestion 2024 établi par le Comptable public présente les résultats suivants :

- En section d'exploitation un déficit de clôture de : - 25 905,69 €
- En section d'investissement, un excédent de clôture de : 3 575,46 €
- Report en section d'exploitation (002) l'excédent 2023 : 9 753,08 €
- Report en section d'investissement (001) l'excédent 2023 : 30 204,42 €

Soit un résultat total excédentaire de clôture de 17 627,27 €

Considérant que ces résultats sont conformes à ceux du compte administratif.

(les vues principales, du compte de gestion présenté par le comptable public, sont jointes à la présente délibération),

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** le compte de gestion 2024 du budget annexe du Camping, présenté par le comptable public, sans observation ni réserve.



Résultats budgétaires de l'exercice

30500 - AUBENAS CAMPING MUNICIPAL					Exercice 2024
RECETTES		SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS	
Prévisions budgétaires totales (a)		35 204,42	82 900,00	118 104,42	
Titres de recette émis (b)		4 908,76		42 060,77	
Réductions de taxes (c)			1 139,86	1 139,86	
Recettes nettes (d = b - c)		4 908,76	36 013,15	40 921,91	
DEPENSES					
Autorisations budgétaires totales (e)		35 204,42	82 900,00	118 104,42	
Mandats émis (f)		1 333,30	63 686,58	65 019,88	
Annulations de mandats (g)			1 767,74	1 767,74	
Depenses nettes (h = f - g)		1 333,30	61 918,84	63 252,14	
RESULTAT DE L'EXERCICE					
(d - h) Excédent		3 575,46		22 330,23	
(h - d) Déficit			25 905,69		

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

30500 - AUBENAS CAMPING MUNICIPAL					Exercice 2024
I - Budget principal Investissement Fonctionnement	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2023	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
AUBENAS CAMPING MUNICIPAL	30 204,42		3 575,46		33 779,88
Investissement	9 753,08		-25 905,69		-16 152,61
Fonctionnement	39 957,50		-22 330,23		17 627,27
Sous-Total	39 957,50		-22 330,23		17 627,27
TOTAL III	39 957,50		-22 330,23		17 627,27
TOTAL I + II + III	39 957,50		-22 330,23		17 627,27

**Délibération n° 2025-101 : Budget annexe Camping - Approbation du Compte Administratif 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-12, L.2121-31 et L.2121-14 ;

Considérant que le Compte Administratif 2024 présente les résultats suivants :

	Section Fonctionnement		Section Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Prévu	82 900,00€	82 900,00€	35 204,42€	35 204,42€
Réalisé	61 918,84€	36 013,15€	1 333,30€	4 908,76€
Résultat d'exécution 2024	- 25 905,69€			3 575,46€
Résultat antérieur reporté		9 753,08€		30 204,42€
Résultat global 2024	-16 152,61€			33 779,88€

Soit un résultat total excédentaire de 17 627,27 €.

Considérant que ces résultats sont conformes au Compte de Gestion 2024,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, Monsieur Le Maire, ayant quitté la salle et ne prenant pas part au vote :**

- **Arrête** le Compte Administratif 2024 du budget annexe Camping, lequel présente des résultats tels que ci-dessus, conformes à ceux dégagés par le Compte de Gestion 2024 du Comptable Public,
- **Autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes démarches et signer tous documents nécessaires à l'application de la présente.

**Délibération n° 2025-102 : Clôture du budget annexe du Camping : modification de la délibération n°2025-19 du 13 mars 2025**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles Article L. 2311-1, L. 2312-1 et L. 1612-1 à L. 1612-20 ;

**Vu** la délibération n°6 en date du 27.03.2013 créant le budget annexe du camping suite à la décision de reprendre la gestion du camping municipal « Résidence les Pins » en régie directe (après avoir été concédée sous forme de délégation de service public avec bail emphytéotique) ;

**Vu** la nomenclature M4 régissant ce budget afin de gérer ce service public industriel et commercial ;

**Vu** la délibération n°2025-019 du 13 mars 2025 relative à la clôture dudit budget annexe ;

**Vu** la demande de la DDFIP en date du 23 mai 2025, demandant de préciser la date de la clôture dudit budget annexe ;

Considérant qu'il est nécessaire, dès lors, de préciser la date de clôture effective du budget et donc de modifier la délibération 2025-019,

Il est proposé que la clôture du budget annexe Camping soit effective à la date du 31 décembre 2024.

*20h11 : sortie de Madame Cécile Faure.*

Il est précisé que, compte tenu que ce camping a cessé toute activité commerciale, les résultats de l'année 2024 approuvés au moment de l'adoption du compte administratif et du compte de gestion seront repris au budget principal. Pour mémoire, ces résultats s'établissent ainsi :

En section d'exploitation un déficit de clôture de	-25 913,89 €
En section d'investissement un excédent de clôture de	3 575,46 €
Un report en section d'exploitation du déficit 2023 de	- 9 753,08 €
Un report en section d'investissement de l'excédent 2023 de	30 204,42 €
Soit un résultat global de	17 619,27 €

Les écritures de bilan seront établies par le comptable par opérations non budgétaires.

Guillaume Vermorel demande quelle est l'utilité de fermer le budget sachant que des projets à venir sont en cours de réflexion pour le camping.

Monsieur le Maire explique qu'il est nécessaire de fermer le camping et donc le budget annexe, pour ensuite envisager de le remplacer par un autre projet (une régie, une DSP, une gestion directe...).

- Le Conseil Municipal, oui l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :**
- **Décide** la clôture du budget annexe Camping au 31/12/2024, sur la base des résultats 2024 approuvés au moment de l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,
  - **Autorise** la reprise des résultats de clôture au budget principal ville,
  - **Charge** Monsieur le Maire de notifier aux services fiscaux la cessation de l'activité camping qui était soumise à TVA,
  - **Autorise** le comptable à établir les écritures de bilan par opérations non budgétaires.

**Délibération n° 2025-103 : Budget Annexe Espace France Services : Approbation du compte de gestion 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1612-12 et L2121-31 ;

**Vu** la délibération n°8 du 10 avril 2024, adoptant le BP 2024 du budget annexe Espace France Services ;

Considérant que le compte de gestion 2024 établi par le Comptable Public présente les résultats suivants :

En section de Fonctionnement, un résultat de clôture de	0 €
En section d'investissement, un résultat de clôture de	0 €
Un report en section de fonctionnement à	0 €
Un report en section d'investissement à	367,20 €

En section d'investissement, un excédent de clôture de 367,20 €

Soit un résultat total excédentaire de clôture de 367,20 €

Considérant que ces résultats sont conformes à ceux du Compte Administratif 2024,  
(Les vues principales, du compte de gestion présenté par le comptable public, sont jointes à la présente délibération.)

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** le compte de gestion 2024 du budget annexe Espace France Services, présenté par le comptable public, sans observation ni réserve.

Résultats budgétaires de l'exercice

30800 - AUBENAS FRANCE SERVICES				Exercice 2024	
		SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS	
<b>RECETTES</b>					
Prévisions budgétaires totales (a)		737,20	80 000,00	80 737,20	
Titres de recette émis (b)			78 657,84	78 657,84	
Réductions de titres (c)					
Recettes nettes (d = b - c)			78 657,84	78 657,84	
<b>DEPENSES</b>					
Autorisations budgétaires totales (e)		737,20	80 000,00	80 737,20	
Mandats émis (f)			79 006,14	79 006,14	
Annulations de mandats (g)			348,30	348,30	
Dépenses nettes (h = f - g)			78 657,84	78 657,84	
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>					
(d - h) Excédent					
(h - d) Déficit					

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

30800 - AUBENAS FRANCE SERVICES					Exercice 2024	
	RÉSULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2023	PART AFFECTÉE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RÉSULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024	
I - Budget principal						
Investissement						
Fonctionnement						
TOTAL I						
II - Budgets des services à caractère administratif						
AUBENAS FRANCE SERVICES						
Investissement	367,20				367,20	
Fonctionnement						
Sous-Total	367,20				367,20	
TOTAL II	367,20				367,20	
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial						
TOTAL III						
TOTAL I + II + III	367,20				367,20	

**Délibération n° 2025-104 : Budget Annexe Espace France Services : Approbation du compte Administratif 2024**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-12, L.2121-31 et L.2121-14 ;

Considérant que le Compte Administratif 2024 présente les résultats suivants :

	Section Fonctionnement		Section Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Prévu	80 000,00€	80 000,00€	737,20€	737,20€
Réalisé	78 657,84€	78 657,84€	0,00€	0,00€
Résultat d'exécution 2024		0,00€		
Résultat antérieur reporté				367,20€
Résultat global 2024	0,00	0,00	0,00	367,20€

Soit un résultat total excédentaire de 367,20 €

Considérant que ces résultats sont conformes à ceux du Compte de Gestion 2024,

*20h15 : retour de Madame Cécile Faure.*

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, Monsieur le Maire ayant quitté la salle et n'ayant pas participé au vote :**

- **Arrête** le Compte Administratif 2024 du Budget annexe espace France Services, lequel présente des résultats tels que ci-dessus, conformes à ceux dégagés par le Compte de Gestion 2024 du Comptable Public,
- **Autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes démarches et signer tous documents nécessaires à l'application de la présente.

**Délibération n° 2025-105 : Budgets Annexes- Création d'une autorisation de programme**

**Vu** le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L.2221-1, L.2311-1 à L.2311-6 et R.2311-3 et suivants

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M57,

**Vu** le règlement budgétaire et financier de la commune d'Aubenas adopté lors du Conseil Municipal du 7 décembre 2023,

Il est rappelé que l'un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire. Cependant il existe une procédure permettant la gestion pluriannuelle de l'investissement ayant pour but de rendre plus aisé le pilotage de la réalisation des programmes d'investissement en donnant une vision globale de la politique d'investissement. Il s'agit de la procédure d'Autorisation de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP). A la fois instrument de pilotage et instrument financier, elle donne une vision globale des programmes d'investissements et facilite leur suivi.

Pour mémoire, l'Autorisation de Programme (AP) constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées juridiquement pour le financement d'une opération. Elle demeure valable dans la limite de la durée adoptée par le Conseil Municipal avec la possibilité d'être révisée annuellement, voire d'être annulée. Les Crédits de Paiement (CP) sont la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées sur l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'AP.

Pour chaque projet ainsi géré, il est indiqué un montant global d'AP, une durée et une répartition des CP par exercice.

Enfin, il est rappelé que les AP/CP peuvent être votés lors de toutes sessions budgétaires.

Ainsi, cette délibération concerne :

- Pour les budgets Eau et Assainissement, la création d'une autorisation de programme « MIGRATION ET MONTEE DE VERSION DE L'HEBERGEMENT SUR SERVEUR » destinée à la sécurisation de l'application des services de l'Eau et de l'Assainissement, pour un montant total de 23 500€. Pour confirmation, les crédits correspondant à l'exercice 2025 sont inscrits dans les budgets Eau et Assainissement au budget primitif 2025.

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP) TOUS BUDGET CONFONDUS (montants exprimés en euros)								
Autorisations de Programme (AP)								
Intitulé de l'autorisation de programme (AP)	BUDGET	N°AP	TTC/ HT	N° OP	année de création	montant initial	restes à financer	
							2025	2026
MIGRATION ET MONTEE DE VERSION DE L'HEBERGEMENT SUR SERVEUR	multibudget	2025_011	HT		2025	23 500,00 €	7 400,00 €	16 100,00 €
migration et montée de version hébergement Eau	EAU	2025_011	HT	OPE_019_EP			5 200,00 €	11 250,00 €
migration et montée de version hébergement Assainissement	ASS	2025_011	HT	OPE_019_EU			2 200,00 €	4 850,00 €

Il est proposé au Conseil Municipal de créer une AP supplémentaire pour le projet détaillé ci-dessous dont les crédits relatifs à l'exercice ont été inscrits au BP 2025. Pour mémoire, chaque année, lors du débat des orientations budgétaires de la ville, il sera réalisé un état sur l'avancement de ces AP.

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Autorise** Monsieur le Maire à mettre en place une autorisation de programme et des crédits de paiement « MIGRATION ET MONTEE DE VERSION DE L'HEBERGEMENT SUR SERVEUR » pour 23 500 €,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires au bon déroulement de la mise en place de cette autorisation de programme.

ETAT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET DES CREDITS DE PAIEMENT (CP) TOUS BUDGET CONFONDUS

Autorisations de Programme (AP)									
intitulé de l'autorisation de programme (AP)	BUDGET	N°AP	TTC/ HT	N° OP	année de création	montant initial	restes à financer		
							2025	2026	
MIGRATION ET MONTEE DE VERSION DE L'HEBERGEMENT SUR SERVEUR	multibudget	2025_011	HT		2025	23 500,00 €	7 400,00 €	16 100,00 €	
migration et montée de version hébergement Eau	EAU	2025_011	HT	OPE 019 EP			5 200,00 €	11 250,00 €	
migration et montée de version hébergement Assainissement	ASS	2025_011	HT	OPE 019 EU			2 200,00 €	4 850,00 €	



**Délibération n° 2025-106 : Budget Principal Ville - Décision modificative n°1 de l'exercice 2025**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 1612-11 ;

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

**Vu** la délibération n°2025-048 du 7 avril 2025 approuvant le budget primitif 2025 de la Ville ;

Considérant qu'il est nécessaire d'ajuster les crédits des sections de fonctionnement et d'investissement tant en dépenses qu'en recettes,

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser la décision budgétaire modificative n°1 de l'exercice 2025 du Budget principal Ville.

Cette décision modificative s'équilibre

- en dépenses et en recettes de fonctionnement à 21.520,00 €,
- en dépenses et recettes d'investissement à -35.009,91 €.

Pour mémoire : l'excédent de clôture de fonctionnement 2024 est de 3 101 035,30 €, au lieu de 3 136 045,21 € (soit un écart de + 35 009,91 €). Le déficit de clôture d'investissement 2024 est de 2 505 730,68 €, au lieu de 2 540 740,59 € (soit un écart de 35 009,91 €). L'affectation au compte 1068 est de 2 012 770,86 €, au lieu de 2 047 780,77 € (soit un écart de 35 009,91€).

Elle a pour objet de procéder à des virements de crédits :

- **En section de fonctionnement pour :**

Outre les ajustements classiques à l'intérieur des chapitres pour corriger une imputation ou ajuster des montants, il s'agit de réajuster :

1. le montant des recettes fiscales inscrites au BP 2025 à celui qui a été publié tardivement sur le site de la DGCL soit quelques jours juste avant le vote du budget. Elles sont globalement en deçà de 12K€.
2. le montant du « reversement au titre du plafonnement de la TP et de la CET sur la valeur ajoutée » qui s'élève à titre exceptionnel à 72K€ là où il était inscrit le montant habituellement constaté sur les exercices précédents de 28K€. De même que pour les recettes fiscales, la notification est arrivée tardivement de sorte que la réalité de ce montant n'a pas pu être inscrit au moment du vote du budget primitif.

- **En section d'investissement pour :**

Il s'agit de la régularisation du montant des résultats 2024 inscrits au BP2025 suite à la réalisation des écritures de clôture d'exercice de concordance entre le compte de gestion et le compte administratifs 2024.

Le détail de ces mouvements est présenté ci-après :

### DM 1 du Budget principal de la ville

#### Section de fonctionnement - Détail (par article)

DEPENSES		
	Libellés	Prévisions
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>3 987,00</b>
	6262 Frais de télécommunications	
	020 Administration générale de la collectivité	20 187,00
	6281 Concours divers (cotisations)	
	633 Développement touristique	-16 200,00
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>-27 100,00</b>
	65568 Autres participations	
	512 Eclairage public	-27 100,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>44 633,00</b>
	7391112 Reversement au titre du plafonnement de la TP et de la CET sur la valeur ajoutée	
	01 Opérations non ventilables	44 633,00
<b>Total des dépenses de la section de fonctionnement</b>		<b>21 520,00</b>

RECETTES		
	Libellés	Prévisions
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>24 102,00</b>
	73118 Autres contributions directes	
	01 Opérations non ventilables	4 102,00
	73123 Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	
	64 Rayonnement et attractivité du territoire	-375 000,00
	01 Opérations non ventilables	395 000,00
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>-2 582,00</b>
	74111 Dotation forfaitaire des communes	
	01 Opérations non ventilables	-5 827,00
	741123 Dotation de solidarité urbaine (DSU) des communes	
	01 Opérations non ventilables	-1 795,00
	741127 Dotation nationale de péréquation (DNP) des communes	
	01 Opérations non ventilables	-4 460,00
	7472 Régions	
	311 Activités artistiques, actions et manifestations culturelles	7 000,00
	7473 Départements	2 500,00
	311 Activités artistiques, actions et manifestations culturelles	
<b>Total des recettes de la section de fonctionnement</b>		<b>21 520,00</b>

### DM 1 du Budget principal de la ville

#### Section d'investissement - Détail (par article)

DEPENSES		
Libellés		Prévisions
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	-35 009,91
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	
	01 Opérations non ventilables	-35 009,91
Total des dépenses de la section d'investissement		-35 009,91
RECETTES		
Libellés		Prévisions
10	Dotations, fonds divers et réserves	-35 009,91
	1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	
	01 Opérations non ventilables	-35 009,91
Total des recettes de la section d'investissement		-35 009,91

#### Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la décision modificative n°1 de l'exercice 2025 du Budget principal Ville, afin d'ajuster les crédits des sections de fonctionnement et d'investissement conformément aux tableaux présentés ci-dessus,
- **Autorise** Monsieur le Maire à mettre en œuvre cette décision modificative n°1 de l'exercice 2025 du Budget principal Ville.

#### Délibération n° 2025-107 : Budget Annexe de l'eau - Décision modificative n° 1 de l'exercice 2025

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 1612-11 ;

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M49 ;

**Vu** la délibération n°2025-049 du 7 avril 2025 approuvant le budget primitif 2025 de l'Eau ;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir une décision modificative de l'exercice 2025 du Budget annexe EAU, afin de régulariser un écart entre les montants constatés au compte de gestion et de ceux constatés au compte administratif,

Cette décision modificative s'équilibre en dépenses et recettes d'investissement à 0.02 €. Pour mémoire, l'excédent de clôture d'investissement 2024 est de 822 532,68 € au lieu de 822 532,70 € (soit un écart de + 0,02 €).

Le détail de ces mouvements est présenté ci-après :

## DM01 du Budget Annexe de l'Eau

### Section d'investissement - Détail (par article)

#### DEPENSES

Libellés		Prévisions
21	Immobilisations corporelles	-0,02
	2154 Matériel industriel	-0,02
<b>Total des dépenses de la section d'investissement</b>		<b>-0,02</b>

#### RECETTES

Libellés		Prévisions
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	-0,02
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	-0,02
<b>Total des recettes de la section d'investissement</b>		<b>-0,02</b>

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** la décision modificative n°1 de l'exercice 2025 du Budget annexe de l'Eau, afin d'ajuster les crédits de la section d'investissement conformément au tableau présenté ci-dessus,
- **Autorise** Monsieur le Maire à mettre en œuvre cette décision modificative n°1 de l'exercice 2025 du Budget annexe de l'Eau.

#### **Délibération n° 2025-108 : Budget Annexe CACP - Décision modificative n°1 de l'exercice 2025**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 1612-11 ;

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

**Vu** la délibération n°2025-007 du 30 janvier 2025 approuvant le budget primitif 2025 du CACP ;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir une décision modificative de l'exercice 2025 du Budget annexe CACP afin d'inscrire les crédits des dotations aux amortissements 2025,

Cette décision modificative s'équilibre en dépenses et recettes à 0 €.

Le détail de ces mouvements est présenté ci-après :

### Section de fonctionnement - Détail (par article)

#### DEPENSES

Chapitres	Libellés	Prévisions
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 000,00
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	8 000,00
023	Virement à la section d'investissement	-8 000,00
023	Virement à la section d'investissement	-8 000,00
<b>Total des dépenses de la section de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>

#### RECETTES

Chapitres	Libellés	Prévisions
<b>Total des recettes de la section de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>

### Section d'investissement - Détail (par article)

#### DEPENSES

Chapitres	Libellés	Prévisions
<b>Total des dépenses de la section d'investissement</b>		<b>0,00</b>

#### RECETTES

Chapitres	Libellés	Prévisions
<b>040</b>	<b>Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>8 000,00</b>
2805	Amortissements concessions et droits similaires, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	980,00
28158	Amortissements autres installations, matériel et outillage techniques	700,00
28181	Amortissements installations générales, agencements, aménagements divers	240,00
281838	Amortissements autre matériel informatique	1 390,00
281848	Amortissements autres matériels de bureau et mobilier	80,00
28185	Amortissements matériel de téléphonie	210,00
28188	Amortissements autres	4 400,00
<b>021</b>	<b>Virement de la section de fonctionnement</b>	<b>-8 000,00</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	-8 000,00
<b>Total des recettes de la section d'investissement</b>		<b>0,00</b>

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** la décision modificative n°1 de l'exercice 2025 du Budget annexe CACP, afin d'ajuster les crédits des sections de fonctionnement et d'investissement conformément aux tableaux présentés ci-dessus,
- **Autorise** Monsieur le Maire à mettre en œuvre cette décision modificative n°1 de l'exercice 2025 du Budget annexe CACP

#### **Délibération n° 2025-109 : Budget Principal Ville - Convention crédit de trésorerie avec Agence France Locale**

**Vu** le Code général de la fonction publique territoriale et notamment ses articles L 1618-2, L.2121-29 et 2221-5 ;

**Vu** le projet de convention de crédit ;

Considérant qu'il paraît opportun de recourir à un crédit de trésorerie d'un montant de 2 000 000 € pour financer les besoins ponctuels de trésorerie de la ville,

Considérant les principales caractéristiques du Crédit de Trésorerie qui sont les suivantes :

- Montant maximum du Crédit de Trésorerie : 2 000 000 € (deux millions d'euros)
- Date d'Entrée en Vigueur : 22 juin 2025
- Durée Totale : 364 Jours maximum après la date d'entrée en vigueur
- Taux d'Intérêt : Ester + 0,49% mensuel base exact/360  
[Ester flooré à 0]
- Commission de non-utilisation (CNU) : 0.10% mensuel base exact/360
- Commission d'engagement : 0,08% de l'encours plafond

Il est proposé au Conseil Municipal de permettre à la ville d'Aubenas de contracter auprès de l'Agence France Locale une ouverture de crédit de trésorerie d'un montant 2 000 000 €.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Décide** pour le financement de ses besoins ponctuels de trésorerie, de contracter auprès de l'Agence France Locale une ouverture de crédit de trésorerie d'un montant maximum de 2 000 000 €,
- **Autorise** Monsieur le Maire :
  - o à signer ce contrat de crédit de Trésorerie avec Agence France Locale,
  - o à procéder ultérieurement, sans autre délibération et à son initiative, à toutes formalités nécessaires et notamment à procéder aux demandes de versement des fonds et aux remboursements des sommes dues, dans les conditions prévues par le contrat d'ouverture crédit de trésorerie avec Agence France Locale,
  - o à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

## BAUX

### **Délibération n° 2025-110 : Budget principal ville – Avenant n°2 au bail emphytéotique avec le SEBA**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le bail emphytéotique entre le Syndicat et la commune d'Aubenas sur l'emprise de la voie ferrée approuvé par le comité syndical du SEBA en date du 8 décembre 1994 ;

**Vu** le projet d'avenant n°1 ;

**Vu** la délibération du SEBA n°2025 BS 017 B en date du 28 avril 2025 ;

Considérant que ce bail prévoyait pour une durée de 99 ans, à compter du 1er janvier 1995, le paiement de redevances par le SEBA pour l'usage d'une partie du domaine communal permettant ainsi le passage de son réseau d'eau potable au niveau de l'ancienne voie ferrée,

Considérant que le montant de cette redevance a été révisé en 2010 et a fait l'objet d'un premier Avenant,

Considérant que pour préserver ce réseau d'eau du SEBA, dont l'origine se situe à Pont-de-Veyrières, et les opérations potentielles de maintenance à intervenir, la commune d'Aubenas via son délégataire REVIA est contrainte de le contourner afin d'installer le réseau de chaleur qui alimentera la résidence sénior "Le Mas des Oliviers" au lieu-dit « les Chaussades »,

Considérant que ce contournement génère un surcoût des travaux estimé à 40 000 € ;

Il est donc proposé au Conseil Municipal, par avenant, d'augmenter le loyer annuel du SEBA d'un montant permettant à la commune d'Aubenas d'amortir les frais supplémentaires d'ici la fin du bail le 31/12/2094, selon les modalités suivantes :

- Le montant calculé (40 000 € / 70 années de bail résiduel) de 571,43€ annuel viendra se rajouter au montant de la redevance dû chaque année,
- Cette somme sera révisée annuellement dans les mêmes conditions que le montant de base auquel elle se rajoute.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** l'avenant n°2 au bail emphytéotique avec le SEBA joint en annexe, portant la redevance annuelle à 2 404,07 €, le montant de l'avenant n°2 de 571,43 € étant révisable dans les mêmes conditions que le montant de base auquel il se rajoute,
- **Autorise** Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches nécessaires se rapportant à cette opération.

## MARCHES PUBLICS

**Délibération n° 2025-111 : Convention "Groupement de commandes pour des marchés de fournitures et services courants"**

**Vu** le Code de la commande publique, notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.1414-3 ;

**Vu** le projet de convention ;

Considérant que dans le cadre de la rationalisation de ses achats, la Ville d'Aubenas souhaite constituer un groupement de commandes avec le Syndicat Mixte « Le Bourdary » et le CCAS d'Aubenas,

Considérant que ce groupement vise à mutualiser la passation de marchés publics portant sur des fournitures et services courants (carburant, fournitures de bureau, mobilier, nettoyage, dératissage, vêtements de travail, électricité, outillage, alimentation, transport, hébergement, impressions, télécommunication, vérifications réglementaires, assurances, etc.),

Considérant que la Ville d'Aubenas est désignée comme coordonnateur de ce groupement et sera chargée d'en piloter les procédures,

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Autorise** la Ville d'Aubenas à constituer un groupement de commandes avec le Syndicat Mixte « Le Bourdary » et le CCAS d'Aubenas, dénommé « Groupement de commandes pour des marchés de fournitures et services courants »,
- **Approuve** le projet de convention constitutive du groupement de commandes ci-annexé,
- **Désigne** la Ville d'Aubenas comme coordonnateur du groupement, chargée de piloter les procédures de passation des marchés,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tous documents y afférents, et à accomplir toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre,
- **Reconnaît** la compétence de la Commission d'Appel d'Offres de la Ville d'Aubenas pour l'analyse des offres et l'attribution des marchés relevant de ce groupement, dans le cas où la procédure de passation le requiert.



## EDUCATION

**Délibération n° 2025-112 : Mise à jour du plan de financement pour des travaux de désimperméabilisation et de végétalisation des cours d'écoles : demande de financement à l'agence de l'Eau dans le cadre du 12e Programme « Sauvons l'eau 2025-2030 »**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la délibération n°2025-080 du 7 avril 2025 approuvant une demande de financement à l'agence de l'Eau pour des travaux de désimperméabilisation et de végétalisation des cours d'écoles ;

Considérant que les études menées par la maîtrise d'œuvre en phase projet ont conduit à une réévaluation des coûts liés à ces travaux pour les écoles de la Ville d'Aubenas ;

Considérant que cette actualisation nécessite une révision du plan de financement initialement validé, selon les nouveaux montants estimatifs pour l'ensemble des cours d'écoles concernées suivants :

- 85 305,64 € HT pour la mission de maîtrise d'œuvre et les études complémentaires ;
- 892 000,00 € HT pour les travaux ;

Soit un montant global prévisionnel de l'opération s'élevant à 977 305,64 € HT.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL		Date d'actualisation : 17/06/2025
Collectivité / objet : Désimperméabilisation et végétalisation des cours d'école		
DÉPENSES	Nature (taux)	Montant HT
Maitrise d'œuvre	Etudes	79 296,00 €
Etudes complémentaires : géomètre, perméabilité etc.	Etudes	6 009,64 €
Réalisation des travaux pour les trois écoles	Travaux	892 000,00 €
<b>TOTAL DÉPENSES</b>		<b>977 305,64 €</b>
<b>Aides publiques</b>		
RECETTES (*)	Nature (taux)	Montant HT
Fond Vert	32%	313 346,44 €
Agence de l'Eau	48%	469 106,71 €
<b>Sous-total Aides publiques</b>		<b>782 453,15 €</b>
<b>Part demandeur (20% Minimum)</b>		
Fonds propres Ville d'Aubenas	20%	194 852,49 €
<b>Sous-total Part demandeur</b>		<b>194 852,49 €</b>
<b>TOTAL RECETTES</b>		<b>977 305,64 €</b>

Guillaume Vermorel demande à suivre le travail du bureau d'études.

André Loyet prend note de cette demande.

Eliette Roche rappelle qu'il y a eu un travail commun avec les enseignants, les élèves et le personnel municipal.

Monsieur le Maire ajoute que le projet sera présenté à la commission, puis ensuite à tous les élus en réunion, autre que le séminaire en raison d'un ordre du jour déjà très chargé.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** la mise à jour du plan de financement initial, tenant compte de la réévaluation des coûts des prestations de maîtrise d'œuvre et des travaux,
- **Autorise** Monsieur le Maire à solliciter les subventions actualisées auprès des financeurs, notamment l'Agence de l'Eau dans le cadre du 12e Programme « Sauvons l'eau 2025-2030 », et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

## CULTURE

**Délibération n° 2025-113 : Contrat d'achat des droits de reproduction du personnage Le Marsupilami pour la réalisation de l'affiche du 19ème Carrefour Européen du 9ème Art et de l'Image 2026**

**Vu** le code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la délibération 2025-024 du 13 mars 2025 portant acquisition de l'affiche du 19ème carrefour Européen du 9ème Art et de l'Image ;

**Vu** le projet de contrat ;

Considérant la politique culturelle de la Ville, le service culturel de la Commune organise un festival annuel de bande dessinée « le Carrefour Européen du 9ème Art et de l'Image »,

Considérant le déroulement prévu de la 19ème édition du 20 au 22 mars 2026,

Considérant qu'afin de faire la promotion du Festival, le service culturel de la commune a demandé à Luc Collin, alias Batem, de réaliser un dessin original représentant le personnage de Marsupilami issu de la série qu'il souhaite reproduire sur différents supports de communication,

Considérant que Batem n'est pas propriétaire de l'image du « Marsupilami », et que les ayants-droits ont confié la gestion de cette image à la société Mediatoon,

Considérant que la société Mediatoon a accepté la reproduction sous contrepartie financière d'un montant de 275 € TTC en application des clauses du projet de convention ci-joint.

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** la dépense de 275 € TTC pour l'obtention des droits,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer le contrat tel qu'annexé à la présente.

**Délibération n° 2025-114 : Convention d'objectifs pluripartite Commune – Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas – Conseil départemental de l'Ardèche - NEMA - CEMA 2025 à 2027**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001, qui oblige les collectivités publiques allouant des subventions annuelles supérieures à 23 000 €, à conclure une convention avec la personne privée qui en bénéficie ;

**Vu les délibérations 2025-064 et 2025-065 du conseil municipal du 07 Avril 2025 approuvant les conventions bilatérales avec la « Nouvelle Ecole de Musique d'Aubenas » (N.E.M.A.) et le « Centre d'Enseignement des Musiques Actuelles (C.E.M.A.) votées par la Commune lors du Conseil municipal du 7 avril 2025,**  
**Vu le projet de convention ;**

Considérant le Schéma départemental des enseignements et des pratiques artistiques (SDEPA) 2023/2028 dont les axes stratégiques visent la structuration des établissements d'enseignement artistique et leur maillage sur le territoire ardéchois, le déploiement de parcours culturels et artistiques – tout au long de la vie - pour les habitants et, qui consacrent les moyens financiers et d'accompagnement en ingénierie des structures conventionnées,

Considérant la volonté de la Communauté de communes de renforcer l'attractivité de son territoire tant sur le plan économique que culturel, la collectivité souhaite apporter un soutien financier aux écoles de musique CEMA et NEMA. En dispensant un enseignement musical de qualité et en démocratisant l'apprentissage de la musique au plus grand nombre, ces écoles participent à une offre culturelle enrichie, attractive pour les familles, mettant en valeur le patrimoine culturel local et augmentant le rayonnement du territoire,

Considérant que la Commune d'Aubenas mène une politique active de développement culturel dans un certain nombre de domaines et de disciplines artistiques,

Considérant que la Commune soutient le développement des musiques toutes esthétiques confondues, notamment au travers de la diffusion des oeuvres artistiques et de la programmation de la Salle Le Bournot, que la Commune soutient la création par l'accueil de résidences d'artistes et que la Commune soutient les pratiques musicales amateurs,

Considérant la volonté de la Commune de donner à chacun la possibilité d'accéder à l'enseignement instrumental en encourageant l'accompagnement des jeunes albenassiens à l'apprentissage de la musique,

Considérant que la Commune reconnaît l'action des écoles de musique NEMA et CEMA à Aubenas qui participe au développement des pratiques musicales amateurs et à l'épanouissement artistique et culturel des habitants,

Considérant les objectifs de développement culturel de la Commune dans le domaine des pratiques musicales :

- un premier objectif regroupant le soutien à l'enseignement, à la formation et l'accessibilité à la pratique musicale pour tous,
- un second objectif de soutien à l'innovation culturelle et à la médiation dans le domaine des Musiques,

Considérant que la Commune entend donc valoriser et poursuivre l'accompagnement de ces écoles par un engagement formalisé par la présente convention,

Considérant que les projets présentés en annexe 1 et 2 par le CEMA et la NEMA participent de cette politique.

Considérant la volonté partagée de la Commune, de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas et du Conseil départemental de l'Ardèche de soutenir les projets d'enseignement musical, instrumental, et vocal des associations « Nouvelle Ecole de Musique d'Aubenas » (N.E.M.A.) et « Centre d'Enseignement des Musiques Actuelles (C.E.M.A.),

La Commune souhaite signer aux côtés du Conseil départemental de l'Ardèche et de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas et des associations NEMA et CEMA la convention d'objectif pluripartite ci-annexée pour les années 2025 – 2026 – 2027.

Le département portant, pour 2025, son soutien financier à chacune des associations à 12 000€ et la CCBA participant désormais à hauteur de 12 500€.

L'engagement de la commune est celui fixé dans les conventions approuvées par le conseil municipal le 7 avril dernier.

Monsieur le Maire affirme qu'il s'agit d'une belle avancée. Il précise que l'implication de la communauté de communes dans le financement des écoles de musique est normale puisqu'environ 20% seulement des élèves sont albenassiens et que la ville était la seule, avec le Département, à financer. Il ajoute qu'à l'avenir la participation de l'intercommunalité devrait augmenter, de façon à faire baisser celle de la ville d'Aubenas.

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** la convention d'objectifs pluripartite, ci-annexée,
- **Autorise** Monsieur Le Maire à la signer et à engager les dépenses correspondantes.

*20h36 : arrivée de Madame Alexandra Guibert.*

## SUBVENTIONS DE LA VILLE

### **Délibération n° 2025-115 : Subventions aux associations culturelles, socio-culturelles, de loisirs – Année 2025**

**Vu** le code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article 2121-29 ;

**Vu** la délibération n°2025-048 du 7 avril 2025, approuvant le Budget Primitif de la ville 2025 ;

**Sur** proposition de la commission culture en date du 20 mai 2025,

Considérant que la Ville d'Aubenas apporte son soutien financier à de nombreuses associations afin de les aider à développer ou pérenniser leurs projets, mettre en place de nouvelles actions ou événements,

Considérant que pour prendre sa décision la Commission Culturelle s'est appuyée sur les dossiers de demande de subvention reçus, et a tenu compte de l'activité de l'association, du nombre d'adhérents, du rayonnement du projet pour la ville et de son animation, de l'ouverture au public le plus large possible et de la part des fonds propres,

Considérant que sur la ligne budgétaire dédiée aux associations culturelles, il reste la somme de 1 300 €, la commission culturelle propose d'attribuer :

- 800 € à l'association « Miroir » ;
- 200 € à l'association « Langue pour tous en sud Ardèche » ;
- 120 € à l'association « Peintres et artistes indépendants ».

Le montant total de 1 120 € sera pris sur ladite provision.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la ventilation entre ces diverses associations.

Plus globalement, Benoit Perrusset demande si la commune aide les associations, dont le siège social est situé à Aubenas ou également celle qui interviennent sur la commune mais qui n'y ont pas leur siège social.

Monsieur le Maire explique que la question est complexe. Il indique que la commune aide principalement les associations dont le siège est à Aubenas pour 98 ou 99 % des cas, mais il peut arriver que le siège soit ailleurs. Par exemple, la Ville soutient des associations à caractère

sociale ou encore les anciens combattants, dont le siège peut être à St Didier Sous Aubenas ou encore à St Etienne de Fontbellon.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** l'affectation des subventions telle décrite ci-dessus,
- **Autorise** :
  - o la modification de l'annexe budgétaire en conséquence,
  - o Monsieur le Maire à réaliser toutes actions nécessaires à la mise en œuvre de la présente.

*20h42 : sortie de Monsieur André Constanzo.*

## CULTURE

### **Délibération n° 2025-116 : Convention avec l'association At Home La Bastide**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article 2121-29;  
**Vu** le projet de convention ;

Considérant que le Château – Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine propose une programmation culturelle en complément des expositions d'art contemporain de manière à diversifier les publics,

Considérant l'intérêt de programmer, les 5 et 6 septembre 2025, un concert intitulé Trio de Jazz autour de Lorenz Kellhuber avec l'association « At Home La Bastide », LAGORCE,

Considérant que la participation de la commune est la mise à disposition des espaces du Château Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine, sans contribution financière directe, et que l'Association « At Home La Bastide » mettra en place sa propre billetterie et encaissera les recettes,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** les termes du projet de convention ci-joint entre la Ville d'Aubenas et l'association « At Home La Bastide »,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer, ainsi que tous documents à cet effet.

### **Délibération n° 2025-117 : Convention de mécénat avec la Société GALERIE PILAR CORRIAS**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29 ;  
**Vu** la loi n°2003-79 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations et notamment les dispositions codifiées à l'article 238 bis du code général des impôts ;  
**Vu** la Charte du mécénat culturel du ministère de la Culture ;  
**Vu** le projet de convention ;

*20h45 : retour de Monsieur André Constanzo.*

Considérant que dans le cadre de sa programmation 2025, la Ville d'Aubenas éditera un catalogue dédié à l'exposition de l'artiste Sabine Moritz intitulée *Les cieux* présentée au Château - Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine du 1<sup>er</sup> mai au 21 septembre 2025,

Considérant que pour financer l'édition de ce catalogue qui contribue à la diffusion de l'œuvre de l'artiste et au rayonnement du Château - Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine, il a été recherché des sources de recettes supplémentaires,

Considérant qu'il a été proposé à la société GALERIE PILLAR CORRIAS, Limited company, 51 Conduit Street, London W1S 2YT, Royaume-Uni, de contribuer à l'édition du catalogue par un don en mécénat d'une somme de 17 500 €,

Considérant qu'il convient d'établir une convention précisant les obligations des parties, la nature et la valorisation des contreparties accordées au Mécène,

Considérant qu'au regard de cette action de mécénat, les contreparties apportées par la commune d'Aubenas sont réglementairement encadrées et plafonnées à 25% de la contribution apportée,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention de mécénat avec la société GALERIE PILLAR CORRIAS LONDRES.

Patricia Roux demande quel est le lien entre le mécène et l'artiste.

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit d'un galeriste qui expose régulièrement Sabine Moritz.

A propos du contenu de la convention et des contreparties, Patricia Roux indique qu'il y a des contreparties légales (dégrèvement fiscal) et des « petits cadeaux, tels que des entrées,... ». Elle rappelle que lors d'un précédent conseil municipal, il a été présenté une délibération pour proposer le paiement des billets pour les accompagnants des personnes handicapées et ajoute : « on trouve qu'il y a un petit schisme ».

Monsieur le Maire souligne qu'il ne faut pas tout mélanger car il s'agit ici d'un mécène qui apporte 17 500 € et en contrepartie, la ville lui accorde des avantages pour un montant de 3 500 €. Il finance donc 14 000 € pour réaliser un catalogue qui va bénéficier à la ville d'Aubenas et au Château. Il n'y a donc pas de « cadeau », il précise qu'il s'agit d'une opération de mécénat encadrée par la loi, sans rapport avec le prix des billets.

Il demande aux élus de se réjouir que des gens investissent dans du mécénat et qu'au Royaume-Uni par exemple, il y ait un véritable intérêt pour le Château d'Aubenas, ainsi que pour les artistes qui y sont exposés.

Jacques Daumas ajoute que grâce à la volonté commune de trouver des mécènes, le Château va rayonner à l'international.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** le principe du don en mécénat de la société GALERIE PILLAR CORRIAS LONDRES, pour un montant de 17 500 €,
- **Approuve** les termes de la convention de mécénat jointe en annexe,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer, ainsi que tous documents à cet effet.

**Délibération n° 2025-118 : Avenant à la convention avec l'Office de tourisme intercommunal concernant le site internet du Château**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la délibération n°30 du 10 avril 2024 relative à la convention avec l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays d'Aubenas-Vals-Antraïgues concernant la mise en place d'un site internet ;

**Vu** le projet d'avenant ;



Considérant que l'Office de tourisme intercommunal du Pays d'Aubenas-Vals-Antraïgues assure dans un cadre conventionnel et à titre gracieux la visibilité internet du Château Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine en développant et en portant, à partir de la compétence de ses agents, un site internet temporaire avec les fonctionnalités de base,

Considérant que ce site internet temporaire répond aux besoins de visibilité sur internet et permet de collecter des informations sur les utilisateurs de manière à affiner le cahier des charges pour la consultation des entreprises par la suite,

Considérant que la mise en place d'un nouveau site internet à maîtrise d'ouvrage de la Ville nécessite une analyse des informations sur les utilisateurs, l'établissement d'un cahier des charges, et du temps pour sa mise en œuvre,

Il est proposé d'établir un avenant à la convention avec l'Office de Tourisme Intercommunal d'Aubenas-Vals-Antraïgues de manière à fixer le terme de cette convention au 30 juin 2026. Les autres modalités figurant dans la convention restent inchangées.

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** l'avenant à la convention avec l'Office de Tourisme Intercommunal d'Aubenas-Vals-Antraïgues concernant le site internet du Château Centre d'Art Contemporain, tel que présenté en annexe,
- **Autorise** Monsieur le Maire à le signer, ainsi que tous documents à cet effet.

#### **Délibération n° 2025-119 : Mise à disposition à titre onéreux des espaces du Château**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** les délibérations relatives à l'adoption du Budget Annexe 2025 lors du Conseil Municipal du 30 janvier 2025 ;

Considérant que la mise à disposition à titre onéreux d'espaces au sein du Château Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine constitue une offre permettant de répondre aux sollicitations de structures tiers pour l'organisation d'événements et pour le Château de dégager des recettes supplémentaires,

Considérant qu'afin de répondre à ce double enjeu, il est proposé une mise à disposition des espaces du Château à titre onéreux exclusivement à des personnes morales pour un usage à titre privé, et sur la base d'une grille tarifaire comprenant différents périmètres.

Considérant que ce type de mise à disposition mobilise plusieurs agents de l'équipe du Château pour assurer la sécurité des personnes, la mise en place technique et la logistique des événements et qu'elle occasionne un entretien renforcé,

Considérant que cette mise à disposition à titre onéreuse reposerait sur plusieurs principes :

- Offre compatible avec les périodes et horaires d'ouverture et fermeture au public,
- Offre proposée exclusivement à des personnes morales,
- Locaux mis à disposition sans équipement et sans traiteur de la part du Château mais avec la possibilité d'accueillir un traiteur pris en charge par l'occupant,
- Convention de mise à disposition à titre onéreux ci-annexée,
- Dépôt d'une caution fixée à 30% du montant de la réservation dans la limite de 2 000 €,
- Retenue de la caution en cas d'annulation à moins de 3 semaines de la date réservée,
- Facturation avant la mise à disposition,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** la grille tarifaire de la mise à disposition à titre onéreux des espaces du Château Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine ci-annexée,

- **Fixe** le montant des arrhes pour cette mise à disposition à titre onéreux à 30% du montant de la réservation,
- **Fixe** le montant de la caution pour cette mise à disposition à titre onéreux à 30% du montant de la réservation,
- **Acte** la convention type de mise à disposition de ces espaces ci-annexée,
- **Autorise** le Maire à signer tous documents à cet effet.

## EDUCATION

### **Délibération n° 2025-120 : Participation aux frais de fournitures scolaires pour 5 enfants albenassiens scolarisés à l'IME Amitié à Lalevade d'Ardèche**

**Vu** le code de l'éducation et notamment ses articles L212-8 et R212-21 « La commune de résidence est tenue de participer financièrement à la scolarisation d'enfants dans une autre commune et la répartition des dépenses de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence » ;

**Vu** le projet de convention ;

Considérant que l'Institut médico-éducatif de Lalevade d'Ardèche accueille des enfants albenassiens ;

Considérant que la commune d'Aubenas ne dispose pas de ce type de classe,

Considérant l'obligation légale faite aux communes d'accueillir les enfants porteurs d'handicaps en âge d'être scolarisés,

Considérant que, pour l'année scolaire 2024/2025, 5 élèves albenassiens sont accueillis dans cet institut,

Considérant que la participation aux frais de fournitures scolaires s'élève à 75 euros par an et par élève, soit pour l'année scolaire 2024/2025 pour 5 élèves, la somme de 375 euros,

Il est proposé au Conseil Municipal un projet de convention entre l'Institut médico-éducatif Amitié et la commune d'Aubenas.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** les termes de la convention ci annexée,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention dans le cadre de l'accueil de 5 enfants albenassiens qui précise la participation de la ville aux frais de fonctionnement des frais de scolarité.

### **Délibération n° 2025-121 : Participation aux frais de scolarité pour 3 enfants albenassiens scolarisés en classe ULIS à Saint Etienne de Fontbellon**

**Vu** le code de l'éducation et notamment ses articles L212-8 et R212-21 « Lorsque les écoles maternelles, les classes enfantines ou les écoles élémentaires publiques d'une commune reçoivent un élève dont la famille est domiciliée dans une autre commune, la répartition des dépenses de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence » ;

**Vu** la délibération de la commune de Saint Etienne de Fontbellon, n°7-2025 du 3 mars 2025 fixant les frais de fonctionnement de la classe Ulis pour l'année scolaire 2024-2025 ;

**Vu** le projet de convention ;



Considérant que la commune de Saint Etienne de Fontbellon dispose d'une classe Ulis dans son école qui accueille des enfants albenassiens,

Considérant que la commune d'Aubenas n'a pas la capacité d'accueillir ces enfants,

Considérant l'obligation légale faite aux communes d'accueillir les enfants porteurs d'handicaps en âge d'être scolarisés,

Considérant que, pour l'année scolaire 2024/2025, 3 élèves albenassiens sont accueillis dans le dispositif Ulis,

Considérant que la participation aux frais de fonctionnement s'élève à 850 euros par an et par élève, soit pour l'année scolaire 2024/2025 pour 3 élèves, la somme de 2 550 €,

Il est proposé au Conseil Municipal un projet de convention entre la commune de Saint Etienne de Fontbellon et la commune d'Aubenas.

Guillaume Vermorel constate qu'il s'agit ici de participer à tous les frais de fonctionnement de la classe par élève, alors que pour l'IME Lalevade, seuls les frais matériels sont pris en charge. Il demande s'il n'y a pas un manque financier pour l'IME Lalevade.

Monsieur le Maire explique que ce sont les accueillants qui font ces propositions et qu'elles sont acceptées ou pas par la collectivité. Il indique que la nécessité d'encadrement selon le degré de handicap est prise en compte.

André Loyet ajoute qu'à l'IME Lalevade, il y a d'une part une partie « matériel scolaire », qui est prise en charge par la collectivité, et d'autre part une partie scolaire avec du personnel de l'éducation nationale. Il précise que la logistique concernant l'enfant dans son cadre éducatif est prise en charge par l'ARS.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** les termes de la convention ci annexée,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention dans le cadre de l'accueil de 3 enfants albenassiens qui précise la participation de la ville aux frais de fonctionnement des frais de scolarité.

*20h59 : sortie de Madame Marie-Françoise TASTEVIN*

## SPORT

### **Délibération n° 2025-122 : Renouvellement de l'opération « chéquier sport » pour l'année scolaire 2025 - 2026**

**Vu** le code général des collectivités Territoriales ;

**Vu** la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales à Monsieur Le Maire ;

**Vu** la délibération N°72 du conseil municipal du 13 juin 2024 portant sur le renouvellement de l'opération « chéquier sport » 2024-2025 ;

Considérant l'intérêt de permettre au public Albenassien âgé de 6 à 16 ans d'être sensibilisé aux activités sportives et de pouvoir y accéder,

Considérant l'intérêt d'apporter une aide financière aux familles Albenassiennes à hauteur de 35 euros sur l'achat d'une licence ou d'une adhésion à une association sportive,

Considérant l'intérêt de promouvoir le sport auprès des 6 – 16 ans en procurant des entrées gratuites pour participer à des rencontres et événements sportifs organisés par les clubs sportifs Albenassiens, et 2 entrées gratuites pour accéder à la piscine municipale,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver :

- Le maintien du dispositif « chéquier sport » pour l'année scolaire 2025 – 2026,
- La participation de la ville pour toute adhésion ou achat d'une licence dans une association sportive Albenassienne pour un montant de 35 euros par enfant,
- La vente de 150 chèquiers sports,
- L'accès à 2 entrées gratuites à la piscine municipale et à des droits d'entrées gratuites à des événements sportifs organisés par les associations sportives Albenassiennes,
- Le tarif du chéquier sport pour un montant de 5 euros.

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** le renouvellement de l'opération « chéquier sport » pour l'année scolaire 2025 – 2026, à l'attention des enfants et jeunes de 6 à 16 ans,
- **Autorise** Monsieur Le Maire à verser la somme de 35 euros aux familles Albenassiennes ayant adhéré ou acheté une licence dans une association sportive Albenassienne,
- **Autorise** la vente de 150 chèquiers sports pour un montant de 5 euros l'unité,
- **Autorise** la mise à disposition de 2 entrées gratuites à la piscine municipale ou à des entrées gratuites à des événements sportifs organisés par les associations sportives Albenassiennes.

#### **Délibération n° 2025-123 : Règlement de l'Ecole Municipale des Sports**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales à Monsieur Le Maire,

**Vu** le projet de règlement intérieur,

Considérant l'intérêt de fixer les modalités de fonctionnement de l'Ecole Municipale des Sports,

Considérant l'intérêt de communiquer les règles d'usage aux familles,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la mise en vigueur du règlement de l'Ecole Municipale des Sports applicable aux familles ayant inscrit leur(s) enfant(s) au dispositif,
- la diffusion et l'application du règlement à partir de la rentrée scolaire 2025

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** les termes du règlement joint en annexe lié au dispositif « Ecole Municipale des Sports »
- **Autorise** Monsieur le Maire à le signer

*21h02 : retour de Madame Marie-Françoise Tastevin.*

#### **Délibération n° 2025-124 : Règlement intérieur des stages multisports**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales à Monsieur Le Maire ;

**Vu** le projet de règlement intérieur ;

Considérant l'intérêt de fixer les modalités de fonctionnement des stages multisports,

Considérant l'intérêt de communiquer les règles d'usage aux familles,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la mise en vigueur du règlement intérieur des stages multisports applicable aux familles ayant inscrit leur(s) enfant(s) au dispositif,
- la diffusion et l'application du règlement intérieur à partir de la rentrée scolaire 2025

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** les termes du règlement intérieur joint en annexe lié au dispositif « Stages multisports »,
- **Autorise** Monsieur le Maire à le signer.

**Délibération n° 2025-125 : Fonds de concours CCBA dans le cadre de l'accueil de loisirs « stages multisports » - répartition des dépenses liées au fonctionnement de l'accueil de loisirs**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales à Monsieur le Maire ;

Considérant la création par délibération du 30 janvier 2007 d'un fonds de concours pour la participation financière de la CCPAV à l'époque, devenue CCBA, à l'organisation des stages multisports par la ville d'Aubenas

Considérant l'intérêt d'organiser un accueil de loisirs « stages multisports » pendant les congés scolaires et de développer l'offre de loisirs aux enfants de 8 à 12 ans, résidants sur le territoire de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas,

Considérant la nécessité d'accueillir les enfants les plus isolés des activités sportives et de combler l'offre de loisirs inexistante sur certaines communes du territoire,

Il est proposé à cette fin, moyennant une participation financière de la CCBA d'ouvrir ces stages aux enfants domiciliés sur le territoire intercommunal.

Considérant que dans cette configuration, tous les enfants domiciliés sur le territoire intercommunal bénéficieraient d'un accès aux stages à un tarif identique,

Considérant que la ville d'Aubenas porterait le dispositif dans son intégralité,

Considérant l'intérêt de répartir les coûts liés au fonctionnement de cet accueil de loisirs,

Il est proposé de fixer les modalités de participation financière de la CCBA, basée sur le reste à charge des collectivités après perception des recettes annuelles CAF et la participation des familles.

Considérant que le montant dû par la CCBA est calculé en fonction du nombre de journées enfants issus de la CCBA hors Aubenas,

Il est proposé au Conseil Municipal de permettre aux enfants et aux familles issus de la CCBA de bénéficier d'une offre de loisirs pendant les congés scolaires et d'approuver les modalités de participation financière de la CCBA dans le cadre de l'accueil de loisirs « stages multisports ».

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** le principe d'ouverture des stages multisports aux enfants domiciliés sur le territoire intercommunal,

- **Approuve** la répartition du coût réel annuel de l'accueil de loisirs multisports entre la ville d'Aubenas et la CCBA,
- **Approuve** le principe de reste à charge annuel des collectivités,
- **Autorise** Monsieur le Maire à communiquer un titre de recettes annuel à la CCBA pour le montant du reste à charge concernant les enfants résidant sur la CCBA (hors Aubenas).

## PISCINE MUNICIPALE

### **Délibération n° 2025-126 : Tarifs snack de la piscine municipale – Application à partir du 5 juillet 2025**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales à M. Le Maire ;

**Vu** la délibération n°73 du conseil municipal du 13 juin 2024 fixant les tarifs du snack de la piscine pour la saison estivale 2024 ;

**Vu** le projet de grille des tarifs ;

Considérant l'intérêt poursuivre la vente de consommations sans alcool, fraîches et chaudes ainsi que la vente d'encas dits « secs » ne nécessitant pas de transformation sur place dans le cadre du snack de la piscine,

Considérant l'intérêt d'améliorer la qualité de service rendu aux usagers,

Considérant l'intérêt de répondre à la demande des publics en proposant la vente de glaces,

Considérant l'intérêt de proposer la location de transats,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'appliquer les tarifs du snack de la piscine municipale à partir du 5 juillet 2025,
- de développer la location de transats, la vente de glaces et boissons sans alcool, selon la grille tarifaire suivante :

BOISSONS		ALIMENTATION	
Café expresso/allongé	0,80 €	Barre chocolatée	1,00 €
Double expresso / grand café / Dopplo+	1,50€	Barre céréale	0,80 €
Cappuccino / chocolat chaud	2,50 €	Bonbons (petit paquet individuel)	1,00 €
Thé / Infusion	1,50 €	Bonbons (grand paquet)	4,00 €
Sirop au verre 25 cl	0,50 €	Chips (petit paquet)	1,00 €
Cannette alu 33 cl (soja, jus,...)	1,50€	Paquet de biscuits (petit)	1,50 €
Verre de soda / jus de fruits 25 cl	0,50€	Glace à l'eau	1,00 €
		Glace crème et sorbets (esquimaux, cônes, barres glacées...)	2,00 €
<b>Location de transat à la ½ journée</b>	<b>3,00 €</b>		

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** les tarifs du snack de la piscine municipale proposés en annexe,
- **Autorise** Monsieur Le Maire à appliquer ces tarifs à partir du 4 juillet 2025.

Guillaume Vermorel approuve ces bas tarifs. A propos des produits proposés, il suggère de remplacer les bonbons par d'autres produits bénéfiques pour la santé, tels que des barres de fruits.

André Loyet indique que des barres de céréales sont vendues.

Monsieur le Maire explique qu'il y a une très forte demande de ce type de produits destinés à tous les publics.

Stéphane Civier rappelle que le snack a réouvert l'an dernier et qu'il est très apprécié. Ce service attire une nouvelle clientèle à la pause déjeuner et a permis d'augmenter la fréquentation de l'équipement. La solution pour respecter la chaîne du froid avec les glaces a été trouvée et il s'agissait d'une demande unanime. La nouveauté cette année est la location de transats.

## **REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

### **Délibération n° 2025-127 : Calcul du montant de la redevance d'occupation du domaine public par les opérateurs de communications électroniques pour l'occupation du domaine public 2025**

**Vu** le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L2125-1 et suivants ;

**Vu** la loi n°96-659 du 25 juillet 1996 relative à la réglementation des télécommunications, modifiée ;

**Vu** le code des postes et des communications électroniques et notamment ses articles L.45-9, à L.48 ;

**Vu** le décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 fixant le montant des redevances d'occupation du domaine public non routier ;

Considérant que l'occupation du domaine public de la commune par les ouvrages de communications électroniques donne lieu au paiement d'une redevance.

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer le tarif applicable sur le domaine public communal pour l'année 2025 ;

Il est proposé au Conseil Municipal :

- De fixer les prix unitaires sur le domaine public routier à :
  - 64,87 € par kilomètre et par artère aérienne,
  - 48,65 € par kilomètre et par artère souterraine,
  - 32,44 € par mètre carré pour les autres installations (cabine téléphonique, sous répartiteur),
- De fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public par les opérateurs de communications électroniques au taux maximum en fonction du linéaire exprimé en mètres, arrêté au 31 décembre de l'année précédente,
- Que ce montant soit revalorisé automatiquement chaque année par application à la fois du linéaire arrêté à la période susvisée et de l'index général relatif aux travaux publics en retenant la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Fixe** la redevance d'occupation du domaine public communal par les opérateurs de communications électroniques aux montants plafonds,

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer les documents nécessaires au versement de ces redevances.

**Délibération n° 2025-128 : Actualisation du montant de la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution et de transport gaz et/ou canalisations particulières de gaz**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2333-84 à L.2333-87 et R.2333-114 et suivants relatifs à la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution et de transport de gaz ;

**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques l'article et notamment son article L. 2125-1 ;

**Vu** la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières ;

**Vu** le décret n° 2007-606 du 25 avril 2007 relatif aux redevances d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution de gaz ;

**Vu** la circulaire du ministère chargé de l'énergie relative aux modalités de calcul et d'actualisation de la redevance due par les gestionnaires de réseaux de gaz ;

**Vu** l'indice d'ingénierie publié par l'INSEE permettant l'actualisation du montant plafond de la redevance pour l'année 2025 ;

**Vu** l'avis publié au Journal officiel relatif au coefficient de revalorisation applicable à la redevance pour 2025, fixé à 42 % ;

*21h10 : sortie de Monsieur Stéphane Civier.*

Considérant que l'occupation du domaine public de la commune par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution de gaz donne lieu au paiement d'une redevance,

Considérant qu'il revient à la collectivité de fixer par délibération le montant de cette redevance, dans la limite des plafonds réglementaires,

Considérant la nécessité d'actualiser le montant de la redevance applicable au titre de l'année 2025 en fonction du coefficient de revalorisation défini par les textes réglementaires,

Considérant qu'il convient d'assurer une gestion équitable et équilibrée de l'occupation du domaine public par les opérateurs de réseaux gaziers,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- De fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public par le réseau public de distribution gaz au taux maximum en fonction du linéaire exprimé en mètres, arrêté au 31 décembre de l'année précédente,
- Que ce montant soit revalorisé automatiquement chaque année par application à la fois du linéaire arrêté à la période susvisée et de l'index ingénierie mesuré au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1<sup>er</sup> janvier,
- Que la redevance due au titre de 2025 soit fixée en tenant compte de l'évolution sur un an de l'indice ingénierie à partir de l'indice connu au 1<sup>er</sup> janvier de cette année, soit une évolution de 42,00 % par rapport au montant issue de la formule de calcul du décret précité, depuis la mise en place de cette redevance,
- Que la redevance soit calculée comme suit :

$$PR = ((0,035 \times \text{longueur du réseau en mètres}) + 100 \text{ €}) \times 1,42$$

**PR** = plafond de la redevance due par l'occupant du domaine,

**0,035 et 100** = termes fixes

**1.42** = Coefficient d'actualisation.



**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Fixe** la redevance d'occupation du domaine public communal par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution de gaz au montant plafond,
- **Approuve** la formule d'actualisation indiquée ci-dessus,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer les documents nécessaires au versement de cette redevance.

**Délibération n° 2025-129 : Calcul du montant de la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22, L.2333-84 à L.2333-87 et R.2333-105 et suivants relatifs à la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ;

**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L.2125-1 ;

**Vu** le décret n° 2002-409 du 26 mars 2002 relatif aux redevances dues pour l'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ;

**Vu** le décret n° 2023-797 du 18 août 2023 modifiant les modalités de calcul des redevances d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ;

**Vu** l'arrêté ministériel fixant le coefficient d'actualisation applicable au montant de la redevance pour l'année 2025, établi à 1,5770 ;

**Vu** les données de population communale publiées par l'INSEE en vigueur au 1er janvier 2025 ;

Considérant que l'occupation du domaine public de la commune par les ouvrages des réseaux public de transport et de distribution d'électricité donne lieu au paiement d'une redevance,

Considérant qu'il appartient à la commune de fixer le montant de cette redevance dans les limites prévues par la réglementation, notamment en fonction de la population de la commune ;

Considérant que la redevance annuelle peut être actualisée chaque année en fonction d'un coefficient déterminé par arrêté ministériel, tenant compte de l'évolution de l'indice ingénierie publié par l'INSEE ;

Considérant que pour l'année 2025, ce coefficient est fixé à 1,5770, à appliquer aux montants de référence pour établir la redevance due par les opérateurs ;

Considérant la nécessité de garantir une juste contrepartie financière pour l'utilisation du domaine public communal par les gestionnaires de réseaux d'électricité ;

*21h14 : Retour de Monsieur Stéphane Civier.*

Il est proposé au Conseil Municipal :

- De calculer la redevance en prenant le seuil de la population totale de la commune issu du recensement en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025,
- De fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public au taux maximum prévu selon la règle de valorisation définie au sein du décret ci-dessus et de l'indication du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ayant décidé de publier les indices et index BTP sous forme d'avis au Journal officiel de la République Française, soit un taux de revalorisation de 57,70 % soit un coefficient de 1.5770 applicable à la formule de calcul issue du décret précité, depuis la mise en place de cette redevance,

- Que la redevance soit calculée comme suit :

$$PR = (0,381 \times P - 1\,204) \times 1.5770$$

**PR** est le plafond de la redevance due par l'occupant du domaine,

**P** représente la population totale,

**1204** représente un terme fixe,

**1.5770** représente le coefficient d'actualisation.

Même si ces calculs sont réglementés, Guillaume Vermorel regrette que les tarifs ne tiennent pas compte des linéaires de réseaux enfouis car ils sont plus onéreux ; il indique que cela n'est pas incitatif. Il ajoute que l'enfouissement des câbles est plus agréable esthétiquement pour la mise en valeur du patrimoine.

André Loyet informe les élus qu'à chaque fois qu'il y a une intervention, il y a une mise en situation en liaison avec les opérateurs pour passer l'ensemble du matériel en souterrain. Il ajoute qu'Enedis, pour des problèmes de sécurité des réseaux, enterre les câbles qui relie les postes. Ce n'est pas systématique mais il y a une réelle volonté dès que cela est possible.

Guillaume Vermorel souligne que depuis la privatisation des distributeurs de téléphonie, chaque opérateur fixe un nouveau câble téléphonique sur un poteau ce qui le surcharge, de même pour les antennes relais. Il indique qu'il s'agit d'un effet « un peu pervers » de cette libéralisation des opérateurs, autre que celui historique de Telecom.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Fixe** la redevance d'occupation du domaine public communal par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité au montant plafond,
- **Approuve** la formule d'actualisation indiquée ci-dessus,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer les documents nécessaires au versement de cette redevance.

## SECURITE

### Délibération n° 2025-130 : Demande de subventions à l'Etat et à la Région pour l'acquisition de barrières

**Vu** le Code Général des collectivités territoriales ;

Considérant l'obligation d'assurer la sécurité des usagers lors de manifestations et la nécessité de remplacer les blocs béton par du matériel recommandé les forces de l'ordre,

Considérant que les deux barrières anti véhicules Bélier acquises en 2024 et testées à l'occasion d'événements en centre-ville ont donné entière satisfaction,

Considérant le besoin de renforcer l'équipement en centre-ville par l'achat d'une barrière anti véhicule Bélier supplémentaire,

Considérant que dans le cadre de Vigipirate, la collectivité souhaite également assurer la sécurité des abords des 5 écoles la ville,

Considérant que l'Etat et la Région Auvergne-Rhône-Alpes accordent des subventions auprès des collectivités qui souhaitent acquérir des barrières anti-véhicule Bélier permettant de sécuriser les accès des écoles lors des différents événements qui s'y déroulent,



Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter ces subventions selon le plan de financement ci-dessous :

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL		Date d'actualisation : 22/05/2025
Collectivité / objet : Acquisition barrières anti-véhicule béliér		
DÉPENSES	Nature (taux)	Montant HT
Acquisition / Achat	6 Barrières anti-véhicule béliér, dont 5 pour les écoles	14 927,00 €
TOTAL DÉPENSES		14 927,00 €
RECETTES (*)	Nature (taux)	Montant HT
Aides publiques		
Conseil Régional AURA	50%	7 463,50 €
Autre : FIPD	30%	4 478,10 €
Sous-total Aides publiques		11 941,60 €
Part demandeur (20% minimum)		
Fonds propres Ville d'Aubenas	20%	2 985,40 €
Sous-total Part demandeur		2 985,40 €
TOTAL RECETTES		14 927,00 €

André Constanzo demande si les 5 barrières pour équiper les écoles vont rester de manière permanente devant les établissements.

André Loyet explique qu'il y a une interdiction de stationner devant les écoles. Lors des fêtes des écoles ou autre manifestation, les accès aux parkings seront bloqués par ces barrières.

André Constanzo regrette qu'elles ne soient pas positionnées de manière permanente de manière préventive pour sécuriser les écoles.

André Loyet précise que ces barrières servent à fermer un accès spécifique et n'ont pas les dimensions nécessaires pour ceinturer un espace important. Il ajoute que cela répondra aux exigences de Vigipirate selon les besoins du moment.

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** l'acquisition de 6 barrières anti véhicule Béliér,
- **Autorise** Monsieur le Maire à solliciter les subventions auprès de l'Etat et de la Région pour l'acquisition des barrières anti véhicules Béliér, dont 5 afin de sécuriser les abords des écoles,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tout document y afférent.

**Délibération n° 2025-131 : Filières « REP » Responsabilité Élargie des Producteurs, contrat avec l'éco-organisme ALCOME pour la réduction des déchets des produits du tabac dans l'espace public**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;  
**Vu** la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC) n°2020-105 du 10 février 2020 ;  
**Vu** le Code de l'Environnement et notamment les articles L.541-10 et L.541-10-1 19°;  
**Vu** le projet de contrat-type ;

Considérant que la commune d'Aubenas gère le nettoyage des voiries et de l'ensemble des espaces publics communaux ;

Considérant que ALCOME est un éco-organisme agréé par l'Etat par arrêté ministériel du 28 juillet 2021 qui est chargé de la Responsabilité Élargie des Producteurs de produits de tabac équipés de filtres composés en tout ou partie de plastique et des produits qui sont destinés à être utilisés avec des produits de tabac relevant du 19° de l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement, de leur obligation de responsabilité élargie,

Considérant que la mission d'Alcome est de participer à la réduction de la présence des déchets issus des produits de tabac (schématiquement appelés « mégots ») jetés de manière inappropriée dans l'espace public. Les objectifs de réduction sont fixés comme suit :

- 20 % d'ici 2024
- 35 % d'ici 2026
- 40 % d'ici 2027

Les actions prévues par ALCOME sont :

- Sensibiliser : Fourniture d'outils de communication et de sensibilisation
- Améliorer : Mise à disposition de cendriers de poche et de dispositifs de rue
- Soutenir : Soutien financier aux communes au titre du nettoyage des rues
- Assurer : Enlèvement et prise en charge des coûts de valorisation des mégots collectés séparément, à hauteur de 100kg de mégots massifiés.

Considérant que dans ce cadre, Alcome propose de contractualiser avec les collectivités territoriales en charge du nettoyage des voiries publiques sur la base d'un contrat type unique joint en annexe,

Considérant qu'en contrepartie, la commune d'Aubenas va mettre en place dans le cadre de ce contrat :

- Un état des lieux des « hotspots » mégots (lieux à forte concentration de mégots au sol) et des dispositifs de collecte existants
- Des actions de sensibilisation, de communication et d'aménagement en fonction des spécificités de la collectivité

Considérant qu'Alcome fournira des kits de sensibilisation conformément au contrat, ainsi qu'un soutien financier annuel au titre du nettoyage, calculé selon le barème indiqué dans l'annexe C du contrat-type et précisé ci-dessous :

Typologie de collectivité	Montant (€/habitant/an)
Urbain : communes dont la population est supérieure ou égale à 5 000 et inférieure à 50 000 habitants permanents	1,08
Urbain dense) : communes dont la population est supérieure ou égale à 50 000 habitants permanents	2,08
Rural : communes dont la population est inférieure à 5 000 habitants permanents	0,50
Touristique : communes urbaines ou rurales présentant au moins un des trois critères suivants : - Plus d'1,5 lits touristique par habitant - Un taux de résidences secondaires supérieur à 50 % - Au moins 10 commerces pour 1000 habitants	1,58

Considérant que ce barème est à multiplier tous les ans par la population municipale selon les données de l'INSEE et s'applique pour la première année prorata temporis à partir de la date de contractualisation,

Considérant que par conséquent, le montant du soutien n'est pas fixe et peut varier chaque année en fonction de l'évolution de la population et l'évolution de la typologie de la collectivité et de la durée du contrat au cours de l'année,

Considérant que ce soutien est versé au terme de chaque année civile sur présentation d'un bilan annuel des actions de prévention et de sensibilisation menées au cours de l'année passée,

Considérant l'intérêt manifeste de cette contractualisation,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** la signature du contrat-type avec ALCOME pour la durée de l'agrément,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer le contrat ainsi que tout document afférent à ce sujet.

## EAU-ASSAINISSEMENT

**Délibération n° 2025-132 : Mise en place d'un contrôle obligatoire de raccordement au réseau d'assainissement collectif lors des cessions/divisions immobilières et fixation des tarifs**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2224-8 et suivants relatifs à l'assainissement ;

**Vu** le code de la santé publique l'article L 1331-1 et L 1331-4 du code de la santé publique affirmant que « les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées et pluviales à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L 1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires »

**Vu** le code de l'urbanisme ;

Considérant la nécessité de disposer d'un diagnostic technique fiable des raccordements au réseau d'assainissement collectif à l'occasion des mutations immobilières,

Considérant que ce contrôle permet d'éviter les dysfonctionnements du réseau, les pollutions et les coûts induits pour la collectivité,

Considérant que ce contrôle obligatoire présente notamment deux avantages :

- Protéger l'acheteur du bien : comme tous les autres diagnostics à la vente (amiante, plomb, thermique, etc.), l'acheteur peut acquérir un bien qu'il sait raccorder (ou pas) au collecteur public,
- Améliorer progressivement l'état des installations, améliorer le taux de raccordement au réseau d'assainissement collectif et supprimer l'intrusion d'eaux parasites dans les ouvrages publics.

Considérant que la vente ou la division d'un bien immobilier constitue une opportunité pertinente pour effectuer un tel contrôle,

Considérant qu'il convient de fixer les modalités et le tarif de ce contrôle,

Il est rappelé que lorsqu'il s'agit d'un branchement neuf, un contrôle visuel de raccordement est opéré, dans le cadre de mutation / division, aucun contrôle n'était prévu alors que des travaux ont pu être effectués sans avoir été contrôlés.

Il est donc proposé que désormais, dans le cadre d'une cession ou division d'un bien immobilier, le contrôle devra être obligatoire et réalisé aux frais du propriétaire / vendeur par le service assainissement (ou une entreprise mandatée par ledit service) selon les tarifs en vigueur au moment du contrôle suivants :

- Tarif concernant une maison individuelle, un local commercial/industriel/artisanal : 152 € HT
- Tarif concernant un immeuble collectif :
  - contrôle du 1er appartement : 152 € HT,
  - contrôle à compter du 3ème : 100 € HT,
- Tarif de contre visite : 106 € HT.

Le contrôle est réalisé par le service public d'assainissement ou par un prestataire mandaté par la collectivité, ou à l'initiative du propriétaire ou du notaire chargé de l'acte de vente, sur demande écrite.

Il consiste à vérifier :

- la conformité du raccordement des eaux usées domestiques au réseau public,
- l'absence de raccordement des eaux pluviales ou eaux claires parasites,
- l'état général des installations privatives jusqu'au point de raccordement.

Le service assainissement effectuera un contrôle visuel accompagné par le propriétaire / vendeur (ou une personne le représentant),

Ce contrôle sera réalisé sur la base des déclarations du représentant du propriétaire et des observations visuelles sur site.

A l'issue du contrôle, un rapport de visite d'une durée de validité de 2 ans sera transmise au demandeur. Cette attestation sera à joindre obligatoirement à l'acte notarié. En cas de non-conformité (intrusion d'eaux parasites, défaut d'étanchéité, racines...), le propriétaire du bien devra réaliser les travaux nécessaires dans les 6 mois et devra faire réaliser à ses frais la contre visite de vérification des travaux réalisés.

La date d'application de cette nouvelle mesure étant fixée au 1<sup>er</sup> juillet 2025, Benoit Perrusset demande si les interlocuteurs (agents immobiliers, agences, notaires, agents de la commune) ont bien connaissance de cette information pour être opérationnels à cette date. Il suggère éventuellement de la décaler au 1<sup>er</sup> septembre afin de permettre à tous d'être organisés pour être en conformité avec le texte législatif.

André Loyet confirme que les interlocuteurs sont prévenus et que les services de la ville sont prêts. Il ajoute qu'il y aura une petite période de latence sur les opérations en cours et qu'il n'y aura pas d'application stricte au 2 juillet.

Isabelle Nguyen souligne que des contrôles facultatifs tarifés étaient déjà organisés au sein de la mairie pour ceux qui souhaitaient un contrôle volontaire d'une installation ; elle indique que cela peut donc rentrer en action rapidement sans trop gêner l'activité des notaires, agences immobilières, ainsi que les services.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** l'obligation du contrôle des raccordements au réseau public d'eaux usées à l'occasion de toute mutation / division d'un bien immobilier en zone d'assainissement collectif,
- **Approuve** les modalités de ce contrôle,
- **Autorise** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires à l'application de la présente et réaliser toutes actions aux fins de mise en œuvre de la présente notamment sa diffusion auprès des notaires,
- **Approuve** les tarifs de contrôle tels qu'indiqués ci-dessus,
- **Précise** que la présente délibération sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025.

## POLITIQUE DE LA VILLE

### Délibération n° 2025-133 : Programmation financière Politique de la Ville – Appel à projet 2025

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de l'action social et des familles ;

**Vu** la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

**Vu** le contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 » ;

**Vu** l'appel à projet « Contrat de ville Aubenas 2025 » ;

**Vu** les crédits votés au Budget Primitif ;

Considérant l'avis favorable du COPIL du 1<sup>er</sup> avril 2025,

Considérant que les actions financées s'inscrivent dans les valeurs transversales et enjeux stratégiques du contrat de ville « Engagements quartiers 2030 »,

Considérant la programmation financière 2025 présentée dans le tableau ci-dessous :

Porteur	Action	Montant
Accès emploi numérique	Equiper les foyers QPV en ordinateur	1 000 €
ADIE	Lever les freins liés à l'entrepreneuriat et accès à la mobilité pour les habitants QPV 2025	1 000 €
AMESUD	Parcours découverte « faire et travailler autrement »	1 000 €
Amicale laïque de Pont	Bestiaire, environnement et vivant	500 €



Amicale Laïque des Oliviers	Langages et communication atelier FLE	700 €
Amicale Laïque des Oliviers	Réussite éducative, sortie du quartier, savoir vivre ensemble et écologie à partir du patrimoine culturel	1 000 €
Cévennes terre de lumière	Parcours artistique et culturel : du canal de Baza au plus haut	1 000 €

Concilia 'Bulles	Action collective de soutien à la parentalité auprès des familles des QPV d'Aubenas	1 000 €
CCAS	Parents allophones, mieux maîtriser le français et le fonctionnement de l'école afin de mieux accompagner leurs enfants	500 €
Centre socioculturel Au fil de l'eau	La culture en bas des immeubles	1 300 €
Centre Socioculturel Le Palabre	Programme d'accompagnement des parents à la réussite scolaire de leurs enfants	1 000 €
CCAS / EVS	8 mars	1 000 €
CCAS / EVS	Allez on bouge de là !	2 000 €
CCAS / EVS	Ateliers sociolinguistiques	2 000 €
CCAS / EVS	Contrat lecteur	1 000 €
OCCE Les Oliviers	Expressions plurielles	2 000 €
Paléodécouvertes	Programme éducatif scientifique, découverte Géoparc des Monts d'Ardèche	1 000 €
Commune d'Aubenas/ Pôle de cohésion sociale	Challenge sportif et escape game trail	1 000 €
	TOTAL	20 000 €

Les crédits seront imputés au chapitre 65748 fonction 424, pour les subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé ;

Benoit Perrusset souhaite avoir des informations quant aux activités de l'Espace de Vie Sociale, dans la continuité de l'ASA et la reprise par le CCAS.

Cécile Faure explique qu'il ne s'agit pas d'une continuité de l'ASA, ni d'une reprise par le CCAS, puisque l'ASA était une association. Il s'agit de la création d'un nouvel espace de vie sociale, dont le porteur est le CCAS.

Elle informe les élus qu'aujourd'hui :

- les recrutements de quatre personnes qui vont gérer l'équipement ont été réalisés ;

- le 6 mai, un groupe moteur a été constitué : ce soir une première réunion a eu lieu et a permis l'installation de groupes d'habitants des espaces clés pour analyser ce qui peut être mis en place en faveur des habitants et à leur demande. Un premier diagnostic a été fait.
- l'EVS travaille en partenariat avec la CAF, financeur ;
- plusieurs actions vont pouvoir être portées.

Concernant les accueils collectifs de mineurs, Cécile Faure rappelle que la programmation a été reprise depuis février 2023 et que cette politique de la ville est toujours en place.

D'autre part, elle indique les élus que la politique du service jeunesse évolue jusqu'à 25 ans. Le Palabre conserve son agrément pour les 3-6 ans et la ville envisage d'avoir également cet agrément. La commune prendra en charge l'accueil des 12-14 ans, puis celui des 14-25 ans.

Monsieur le Maire précise que le détail des actions de l'EVS sera présenté en séminaire. Actuellement, la ville est en attente du feu vert du liquidateur pour investir les locaux de la ville et mettre en place le service.

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** la programmation financière 2025,
- **Autorise** Monsieur le Maire à engager les dépenses correspondantes selon le tableau ci-dessus.

## MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

### **Délibération n° 2025-134 : Renouvellement de mise à disposition de personnel auprès de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas pour la crèche les Mini Pouces**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, notamment ses articles 61 à 63 ;

**Vu** la loi n°2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique, notamment son article 16 ;

**Vu** le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

**Vu** la délibération n°19 du Conseil Municipal en date du 29 septembre 2022 autorisant M le Maire à signer une convention de mise à disposition d'un adjoint technique « ville » auprès de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas en charge de l'entretien des locaux pour 3 ans ;

**Vu** l'avis favorable du Comité Social Territorial de la Mairie d'Aubenas ;

**Vu** le projet de convention ;

Considérant que cette convention arrive à son terme,

Il est proposé au Conseil municipal de renouveler la mise à disposition de l'agent auprès de la CCBA selon les termes de la convention jointe à la présente délibération.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** la mise à disposition d'un agent d'entretien auprès de la CCBA pour l'entretien des locaux de la crèche les mini poudes,
- **Approuve** les termes de la convention jointe à la présente délibération, à compter du 01/09/2025 pour un an renouvelable 2 fois par tacite reconduction.
- **Autorise** Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches administratives s'y rapportant.

## REMUNERATION DU PERSONNEL

### **Délibération n° 2025-135 : Modification des conditions de maintien de l'IFSE en cas de congé de maladie ordinaire**

**Vu** le Code général de la fonction publique article L.822-3 ;  
**Vu** le décret n° 2025-197 du 27 février 2025 relatif aux règles de rémunération de certains agents publics placés en congé de maladie ordinaire ou en congé de maladie ;  
**Vu** la délibération du 27/12/2017 portant sur la mise en place du RIFSEEP ;  
**Vu** la délibération n°41 du 10/04/2018 portant sur la mise en place du RIFSEEP pour le Cadre d'emploi des conservateurs du patrimoine ;  
**Vu** la délibération n°53 du 17/03/2022 portant sur la mise en place du RIFSEEP pour le cadre d'emploi des ingénieurs et la revalorisation des plafonds le cadre d'emploi des techniciens territoriaux ;  
**Vu** la délibération n°20 du 14/11/2024 portant sur la mise en place du RIFSEEP pour la filière Police Municipale ;  
**Vu** l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 29/04/2025,

Considérant que la récente réforme relative à la rémunération des agents publics placés en congé de maladie ordinaire (CMO) contraint la collectivité à modifier les délibérations prises sur la mise en place du RIFSEEP et notamment l'article relatif aux **modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E. en cas de :**

- Congé de maladie ordinaire
- Congé de longue maladie
- Congé de longue durée,

Considérant que la règle appliquée était la suivante : « une retenue est opérée par application de la règle du 1/30<sup>ème</sup> par jour d'absence après un délai de carence de 45 jours sur l'année de référence (exercice budgétaire) »,

Il est proposé à l'assemblée délibérante, en application du principe de parité avec la fonction publique d'Etat, de valider le maintien de la part IFSE du RIFSEEP dans les mêmes proportions que le traitement, pour toutes les filières et cadres d'emploi, pour les agents stagiaires, titulaires ou contractuels.

#### **Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Valide** la modification de l'article relatif aux modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE selon les conditions énoncées ci-dessous et ce pour toutes les délibérations relatives au RIFSEEP,
- **Valide** l'entrée en vigueur de cette disposition à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025,
- **Autorise** Monsieur le Maire à procéder à toutes les formalités administratives liées à cette modification.

## PERSONNEL TITULAIRE, STAGIAIRES CDI, CHARGES DE MISSION

### **Délibération n° 2025-136 : Modification du tableau des effectifs pour les agents titulaires stagiaires CDI chargés de mission 2025(1)**

**Vu** le Code général de la fonction publique ;



**Vu** le décret n° 2011-2010 du 27 décembre 2011 modifié relatif aux comités techniques et aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et leurs établissements publics ;

**Vu** la délibération n° 2025-033 du conseil municipal de la ville d'Aubenas en date du 13 mars 2025 portant modification du tableau des effectifs pour les agents titulaires stagiaires CDI et chargés de mission pour le budget principal et budgets annexes ;

**Vu** les nominations stagiaires ;

Considérant la nécessité de procéder au recrutement d'un adjoint à la direction du pôle cohésion sociale suite au départ à la retraite de l'agent titulaire ;

Considérant la mise en stage d'un agent en charge de l'accueil et de la billetterie du Centre d'Art Contemporain et la nécessité d'augmenter son temps de travail hebdomadaire ;

Il est proposé à l'assemblée les créations / modifications suivantes :

---

#### ***Au tableau des effectifs du budget principal***

---

**Créations de poste :**

- 1 poste au grade d'attaché territorial à temps complet – Pôle Cohésion Sociale

---

#### ***Au tableau des effectifs du budget annexe Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine***

---

- Augmentation du temps de travail d'un poste d'adjoint du patrimoine en charge de l'accueil, billetterie et accompagnement du public de 17h30 à 28 heures hebdomadaires

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** la modification des tableaux des effectifs en validant les modifications apportées,
- **Demande** l'inscription des sommes au budget fonctionnement chapitre 012 correspondant.

<b>PERSONNEL CONTRACTUEL</b>
------------------------------

**Délibération n° 2025-137 : Mise à jour du tableau répertoriant les besoins contractuels pour faire face à des missions ponctuelles ou permanentes 2025**

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique ;

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 332-23 1° ;

**Vu** la délibération n°24 du conseil municipal en date du 10 avril 2024 portant mise à jour du tableau des effectifs contractuels pour faire face à des missions ponctuelles ou permanentes ;

**Vu** l'avis du Comité Social territorial ;

**Vu** les demandes de disponibilité d'agents titulaires dans différents services ;

**Vu** les mobilités externes ;

**Vu** les mobilités internes ;

**Vu** les événements ponctuels organisés par la ville et besoins ponctuels qui en découlent,

**Vu** les demandes d'aménagement de poste suite à des temps partiels thérapeutiques ;

**Vu** la variation des effectifs dans les cantines des groupes scolaires ;

**Vu** les stagiairisations ;

Il est proposé de modifier le tableau, joint en annexe, répertoriant les emplois contractuels nécessaires au fonctionnement des services ne pouvant être pourvus dans l'immédiat par des fonctionnaires.

Considérant qu'il sera demandé aux candidats de justifier de conditions particulières tels que le niveau scolaire, la possession d'un diplôme, une condition d'expérience professionnelle etc.,

Considérant que la rémunération des agents contractuels sera calculée sur la base d'un indice majoré en fonction des missions et de l'expérience professionnelle et selon les grilles indiciaires de la fonction publique territoriale. Monsieur le Maire propose :

La création de poste :

- 1 poste à temps complet – cadre d'emploi des adjoints techniques pour des besoins ponctuels d'entretien des locaux ;
- 2 postes d'attaché territorial à temps complet – 1 Directeur du Pôle Citoyenneté et 1 juriste.

La suppression des postes contractuels suivants :

- 1 poste à temps complet cadre d'emploi des adjoints administratifs au Pôle Cohésion Sociale

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** la mise à jour du tableau annexé,
- **Autorise** Monsieur le Maire à recruter, des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité,
- **Autorise** Monsieur le Maire à recruter, des agents contractuels sur des emplois permanents pour faire face à des besoins liés au départ d'agents titulaires (mobilité interne, retraite, disponibilité, congé, indisponibilité physique...) et ne pouvant être pourvus par un fonctionnaire,
- **Charge** Monsieur le Maire de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil. La rémunération est limitée à l'indice terminal du grade de référence,
- **Approuve** l'inscription des crédits correspondants au budget.

## **ANNEXE 1 – TABLEAU RECAPITULATIF DES BESOINS CONTRACTUELS**

### **Service éducation :**

<b>Nombre d'emploi</b>	<b>Grade</b>	<b>Nature des fonctions</b>	<b>Temps de travail Hebdomadaire</b>
3	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Cantine / surveillance / entretien	31h23
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Cantine / surveillance / entretien	20h00
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Cantine / surveillance / entretien	26h00
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Cantine / surveillance / entretien	28h00
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Cantine / surveillance / entretien	8h00
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Cantine / surveillance / entretien	6h00

### **Autres services :**

<b>Nombre d'emploi</b>	<b>Grade</b>	<b>Nature des fonctions</b>	<b>Temps de travail hebdomadaire</b>
5	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Cadre de vie (propreté urbaine – espaces verts)	Temps complet
2	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Distribution du bulletin municipal – 4fois /an	Temps complet
4	Cadre d'emploi des Adjoints d'animation	Aux vacances scolaires / renfort service jeunesse et service des sports	Temps complet
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Renfort ponctuel entretien des locaux	Temps complet
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Electricien	Temps complet
1	Contrat d'apprentissage	Service espaces verts	Alternance
1	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	Direction Générale	Temps complet
1	Cadre d'emploi des adjoints techniques	Service plomberie	Temps complet
1	Cadre d'emploi des adjoints techniques	Responsable ROQUA	Temps complet
1	Cadre d'emploi des techniciens	Responsable voirie	Temps complet
1	Cadre d'emploi des adjoints techniques	Service garage	Temps complet
2	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	Service des finances	Temps complet
2	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	Pôle Citoyenneté	Temps complet
1	Cadre d'emploi des Techniciens	Pôle Technique	Temps complet
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Renfort ponctuel entretien des locaux	Temps complet
1	Cadre d'emploi des attachés territoriaux	Direction du Pôle Citoyenneté	Temps complet
1	Cadre d'emploi des attachés territoriaux	Juriste	Temps complet

## PUBLICITE EXTERIEURE

### **Délibération n° 2025-138 : Taxe Locale sur la Publicité Extérieure - Actualisation des tarifs pour 2026**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2333-6 ;

**Vu** le code des impositions sur les biens et services et notamment ses articles L.454-39, L.454-46 et L.454-47, indiquant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer par délibération prise avant le 1er juillet 2025 les tarifs applicables au 1er janvier de l'année 2026 ; l'article L.454-58 qui indique que les tarifs normaux et maximaux de la taxe sont indexés sur l'inflation (évolution annuelle de l'indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages hors tabac) et les articles L.454-60, L.454-61 et L.454-62 fixant les tarifs selon la catégorie des dispositifs, leurs dimensions et la taille des collectivités et l'article L.454-66 du par lequel la collectivité peut décider d'appliquer un tarif nul lorsque la superficie des dispositifs est inférieure à 12 m<sup>2</sup> ;

**Vu** l'arrêté du 20 mars 2025 constatant les tarifs indexés sur l'inflation de la taxe sur la publicité extérieure ;

Considérant que les tarifs fixés pour l'année 2025 étaient les suivants :

<b>Enseignes</b>	Superficie totale inférieure ou égale à 12 m <sup>2</sup> (Pour rappel exonération enseignes avec une surface comprise entre 7 et 12 m <sup>2</sup> )	<b>0 €</b>
	Superficie totale supérieure à 12 m <sup>2</sup> et inférieure ou égale à 50 m <sup>2</sup> - (tarif de base multiplié par 2)	<b>37,10 €/m<sup>2</sup></b>
	Superficie totale supérieure à 50 m <sup>2</sup> - (tarif de base multiplié par 4)	<b>74,20 €/m<sup>2</sup></b>
<b>Dispositifs publicitaires (supports <u>non</u> numériques)</b>	Superficie inférieure ou égale à 50 m <sup>2</sup> - (tarif de base)	<b>18,60 €/m<sup>2</sup></b>
	Superficie totale supérieure à 50 m <sup>2</sup> - (tarif de base multiplié par 2)	<b>37,10 €/m<sup>2</sup></b>
<b>Dispositifs publicitaires (supports numériques)</b>	Superficie inférieure ou égale à 50 m <sup>2</sup> - (tarif de base multiplié par 3)	<b>55,70 €/m<sup>2</sup></b>
	Superficie supérieure à 50 m <sup>2</sup> - (tarif de base multiplié par 6)	<b>111,20 €/m<sup>2</sup></b>

Il est proposé au Conseil Municipal de fixer les tarifs pour 2026 selon le tableau ci-après :

<b>Enseignes</b>	Superficie totale inférieure ou égale à 12 m <sup>2</sup> (Pour rappel exonération enseignes avec une surface comprise entre 7 et 12 m <sup>2</sup> )	<b>0 €</b>
	Superficie totale supérieure à 12 m <sup>2</sup> et inférieure ou égale à 50 m <sup>2</sup> - (tarif de base multiplié par 2)	<b>37,70 €/m<sup>2</sup></b>
	Superficie totale supérieure à 50 m <sup>2</sup> - (tarif de base multiplié par 4)	<b>75,60 €/m<sup>2</sup></b>
<b>Dispositifs publicitaires (supports <u>non</u> numériques)</b>	Superficie inférieure ou égale à 50 m <sup>2</sup> - (tarif de base)	<b>18,90 €/m<sup>2</sup></b>
	Superficie totale supérieure à 50 m <sup>2</sup> - (tarif de base multiplié par 2)	<b>37,80 €/m<sup>2</sup></b>
<b>Dispositifs publicitaires (supports numériques)</b>	Superficie inférieure ou égale à 50 m <sup>2</sup> - (tarif de base multiplié par 3)	<b>56,70 €/m<sup>2</sup></b>
	Superficie supérieure à 50 m <sup>2</sup> - (tarif de base multiplié par 6)	<b>113,30 €/m<sup>2</sup></b>

Concernant les écrans publicitaires numériques, Guillaume Vermorel estime que ces dispositifs enlaidissent la ville, sont potentiellement accidentogènes lorsqu'ils sont positionnés en bord de route et sont très consommateurs d'énergie et donc producteur de pollution, ce qui n'a pas lieu d'être. C'est pourquoi, il estime que la ville devrait être beaucoup plus dissuasive sur les tarifs de ces écrans par rapport aux panneaux classiques : actuellement à 55€/m<sup>2</sup> par an, Guillaume Vermorel propose 550 €, « et encore, ce n'est même pas assez cher ».

Jacky Soubeyrand rappelle la présence d'un arrêté national annexé au présent projet de délibération qui impose les barèmes. Il explique que la ville n'ayant pas de règlement de publicité, c'est le règlement national qui s'impose.

Guillaume Vermorel et Benoit Perrusset demandent s'il est possible d'engager une réflexion pour déroger à cet arrêté afin de majorer cet impôt, sachant que si cette délibération est votée ce soir, elle s'appliquera au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Frédérique Roger, DGS, explique aux élus que si cette délibération n'est pas votée au 30 juin 2025, c'est le tarif 2024 qui s'appliquera.

Pascal GAILLARD ajoute que le règlement local de publicité n'est pas une compétence de la commune mais de la CCBA.

Monsieur le Maire approuve, sur le principe, les remarques concernant les panneaux numériques.

Guillaume Vermorel demande aux journalistes présents dans la salle de noter l'information d'un éventuel changement de tarif très dissuasif l'année prochaine et qu'il ne faut pas que d'autres enseignes s'équipent de panneaux numériques au risque que cela leur coûte très cher.

Monsieur le Maire informe les élus qu'avant de s'engager, il est nécessaire de regarder le cadre légal. Il affirme que pour l'année prochaine, s'il est possible de faire quelque chose, cela sera fait, comme cela a déjà été le cas pour les panneaux 4x3 récemment (à la Gare).

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à la majorité avec 24 voix pour et 6 voix contre (ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CONSTANZO André) :**

- **Approuve** la modification des tarifs de la TLPE comme indiqué dans le tableau ci-dessus,
- **Indique** que la mise en œuvre de ces nouveaux tarifs s'appliquera sur les dispositifs présents à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026,
- **Autorise** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette délibération

## URBANISME

### **Délibération n° 2025-139 : Conventonnement pour la pose de panneaux de dénomination historique de rues du centre historique**

**Vu** le code des collectivités territoriales ;  
**Vu** le projet de convention ;

Considérant que dans le cadre de la politique de valorisation du patrimoine, la multiplication des références à l'histoire de la ville est intéressante et participe à la diffusion des connaissances historiques,

Considérant le travail de recherche et de documentation réalisé par les associations patrimoniales « association Albenassienne des Amis du Patrimoine » et « Mémoire d'Ardèche et



temps Présent », la commune souhaite installer des panneaux de dénomination des anciens noms de rues dans le centre historique,

Considérant que certains de ces panneaux devront être installés en façade de bâtiments privés,

Considérant qu'il appartient à la collectivité de solliciter auprès de chaque propriétaire concerné l'autorisation de pose de signalétique sur le ou les bâtiments utiles et de conventionner avec lui sur les modalités de pose, d'entretien et de dépose le cas échéant,

*21h55 : sortie de Monsieur Alain Boyer.*

Considérant l'intérêt de porter à la connaissance des albenassiens et des visiteurs du centre historique, la « généalogie » des noms de rues, afin de poursuivre la diffusion des connaissances historiques du riche passé de la ville,

Alexandra Guibert demande quelles dates périodes concernées par les anciens noms de rues.

Monsieur le Maire explique aux élus qu'il s'agit d'un travail réalisé par les associations sur les noms de rues qui étaient utilisés dans la ville en général avant la révolution. Donc certains depuis le Moyen-Age, puis d'autres après. Il ajoute que c'est après la révolution que des noms de rues ont commencé à être attribués à des personnalités.

Benoît Perrusset indique que quelques plaques existent déjà dans certaines rues. Il demande si ces plaques sont achetées sur catalogue ou auprès d'artisans d'art.

Monsieur le Maire précise que c'est un travail normé. Elles sont donc commandées à une société qui fabrique ce type de plaques spécifiques.

Benoît Perrusset propose de se rapprocher des artisans d'art locaux du 18A pour ce faire pour être en cohérence avec la politique locale.

Monsieur le Maire explique que la ville est totalement en cohérence avec le budget de la commune car le prix entre les artisans d'art et le catalogue n'est pas le même. De plus, la ville est en possession des plaques depuis trois ans. Cette convention proposée permettra donc de poser ces 14 plaques dans différentes rues du centre-ville.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** les termes de la convention type jointe en annexe,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer toutes les conventions utiles au à l'installation des panneaux de dénomination des anciens noms de rues dans le centre historique.

## URBANISME

**Délibération n° 2025-140 : PASS 2025 : attribution d'une subvention municipale au Centre Hospitalier d'Ardèche méridionale pour l'acquisition d'un bâtiment modulaire en vue de l'installation d'une unité d'enseignement universitaire de 1ère année de Médecine à Aubenas**

*21h57 : retour de Monsieur Alain Boyer.*

**Vu** le courrier de demande de soutien financier du 21 janvier 2025, adressé par le directeur général par intérim du Centre Hospitalier de l'Ardèche Méridionale dans le cadre du projet PASS (Parcours d'Accès Spécifique Santé) ;

**Vu** le partenariat entre l'Université Claude Bernard de Lyon 1 et le Centre Hospitalier de l'Ardèche Méridionale de délocalisation de la première année d'étude de médecine sur le site d'Aubenas qui accueillera une quarantaine d'élève à la rentrée 2025 ;

**Vu** le projet de plan de financement pour l'acquisition et l'installation d'une construction modulaire de 300 m<sup>2</sup> d'un montant estimé à 800 000 € TTC ;

Considérant l'intérêt de faire venir l'université au plus près de nos jeunes bacheliers et les encourager à se lancer dans des études médicales,

Considérant que ce projet novateur d'installation d'une 1<sup>ère</sup> année de médecine en milieu rural constitue une proposition concrète à la problématique d'installation de nouveaux praticiens en facilitant l'accès aux études de médecine aux jeunes du territoire et donc aux potentiels futurs praticiens,

Considérant qu'ainsi ce projet est indispensable pour le territoire et qu'il s'inscrit pleinement dans la stratégie de promotion du territoire, d'aménagement et de développement local qui est une compétence de la commune,

Benoît Perrusset indique avoir eu connaissance de ce projet à l'intercommunalité où a été voté le plan de financement. Il ajoute qu'une synthèse du projet est ici présentée et demande que soient communiquées plus d'informations préalables aux élus ne siégeant pas au conseil communautaire. Concernant le plan de financement, il précise qu'il n'y avait pas la commune s'Aubenas ; il demande pourquoi il est ce soir proposé une participation de la ville de 20 000 € et pas plus.

Monsieur le Maire explique que cette participation n'est pas obligatoire. Il informe les élus de l'intérêt pour la ville de faire partie du tour de table de la création de ce PASS, afin qu'elle puisse participer aux discussions concernant son avenir au niveau du CHArM.

Il ajoute que 40 à 45 étudiants devraient être accueillis à Aubenas et certains devront être logés. D'autre part, Monsieur le Maire informe les élus qu'il n'a pas d'informations particulière à communiquer quant au résultat du PASS car c'est via Parcousup' que les étudiants sont sélectionnés. Pour ces 45 places, il y avait environ 1 500 demandes, ce qui prouve que l'information a circulé et que cela a un intérêt pour les futurs étudiants en médecine de s'inscrire dans cette démarche. Il rappelle que le but est de recruter un maximum d'étudiants ardéchois pour irriguer le territoire.

Monsieur le Maire ajoute qu'il s'agit d'une délocalisation et d'une création d'une première année de santé sur Aubenas : c'est une volonté du Ministère de la Santé et du Ministère des Universités de Médecine de créer ces antennes sur les territoires.

Il informe les élus qu'actuellement le modulaire est en cours de construction et sera prêt pour accueillir les étudiants en septembre 2025 : la ville d'Aubenas aura l'honneur de recevoir le doyen de Lyon 1. Il fera le discours d'ouverture à Aubenas, ce qui marque l'intérêt de la faculté de médecine pour ce projet.

Alexandra GUIBERT informe les élus que le lycée Jules Froment proposera dès la rentrée prochaine une « prépa » en Terminale pour entrer en PASS. Elle ajoute qu'il s'agit d'une belle initiative d'apporter aux albenassiens cette possibilité d'études.

Monsieur le Maire souligne que l'idée est également, si ce projet est un succès, de créer un véritable pôle universitaire à Aubenas avec d'autres filières pour permettre aux jeunes ardéchois de faire des études dans de bonnes conditions.

Il rappelle aux élus que, comme pour d'autres projets, il s'agira d'évaluer le projet sur 3 à 5 ans et d'analyser les résultats des étudiants par rapport à la moyenne.

Monsieur le Maire propose aux élus de visiter les locaux peu avant la rentrée et d'aller à la rencontre des étudiants en médecine qui seront présents.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, Monsieur le Maire ne prenant pas part au vote (étant président du conseil de surveillance de l'hôpital) :**

- **Approuve** la participation de la Communes à hauteur de 20 000 € pour l'acquisition et l'installation d'un bâtiment modulaire qui permettra l'accueil d'étudiants en 1<sup>ère</sup> année d'étude de médecine,
- **Autorise** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention ci-annexée avec les représentants du Centre Hospitalier de l'Ardèche Méridionale.

## HABITAT

### **Délibération n° 2025-141 : « Le Cœur de Ville, fait peau Neuve » - Avenant n°3 au règlement d'aides municipales pour la rénovation des façades des immeubles anciens**

**Vu** la délibération n°33 du 20 novembre 2018, approuvant un nouveau règlement d'aides municipales pour la rénovation des façades des immeubles anciens qui avait pour but d'accélérer les rénovations des immeubles pendant la durée du dispositif Action Cœur de Ville ;

**Vu** les délibérations n°52 du 18 décembre 2019 et n°45 du 17 mars 2022, approuvant respectivement les avenants 1 et 2 au règlement d'aides municipales pour la rénovation des façades des immeubles anciens ;

**Vu** le préambule du règlement d'aides municipales qui indique que les travaux devront être achevés au plus tard le 31 décembre 2025 pour bénéficier de la subvention ;

**Vu** le compte rendu de la commission d'urbanisme du 17 avril 2025 approuvant le principe de prorogation d'une année de l'échéance des travaux de rénovation des façades afin que les propriétaires ayant fait une demande en fin d'année 2025 puissent avoir suffisamment de temps pour mettre en œuvre et achever leurs travaux pour continuer à bénéficier de la subvention municipale ;

**Vu** le projet d'avenant n°3 au règlement d'aides municipales pour la rénovation des façades des immeubles anciens ;

Considérant que le budget alloué à cette opération pour l'année 2025 a été fixé à 85 000 € et qu'à ce jour, le montant de subvention sollicité par les propriétaires et approuvé par la commission d'urbanisme s'élève à 17 881 €,

Considérant que les nouveaux dossiers de demandes qui seront approuvés par la commission d'urbanisme au dernier trimestre 2025 auront beaucoup de difficulté à terminer les chantiers avant l'échéance du 31 décembre 2025 comme imposé par le règlement actuel, ce qui entraînerait une caducité de leur subvention,

Considérant qu'ainsi il est indispensable de proroger la date d'achèvement des travaux de rénovation des façades d'une année,

Il est donc proposé à l'assemblée délibérante un avenant n°3 au règlement municipal qui modifie la date d'achèvement des travaux pour la proroger d'une année, ce qui porterait l'échéance au 31 décembre 2026.

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** le projet d'avenant n°3 au règlement d'aides municipales pour la rénovation des façades des immeubles anciens tel que joint à la présente délibération et notamment le report de l'échéance des travaux au 31 décembre 2026 tel qu'inscrit dans le préambule du règlement municipal,
- **Autorise** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant n°2 d'aides municipales pour la rénovation des façades des immeubles anciens et tous documents en référence comme par exemple les conventions signées avec les propriétaires demandeurs.



## FONCIER

### **Délibération n° 2025-142 : Acquisition foncière en vue de régulariser l'élargissement du chemin des Gras**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2241-1 ;  
**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.111-1 ;

Considérant l'emplacement réservé V20 au Plan Local d'Urbanisme de la ville d'Aubenas, dont l'objet est l'élargissement du chemin des Gras (bas),

Considérant que l'emprise du chemin des Gras empiète sur la parcelle cadastrée section E, numéro 4635, d'une surface de 173 mètres carrés appartenant aux Consorts Roux,

Considérant que les consorts Roux ont donné leur accord sur le principe de la cession à 1 € et que la Commune prendra à sa charge les frais relatifs à la rédaction de l'acte notarié,

Il est proposé d'acquérir la parcelle cadastrée section E, numéro 4635, d'une surface de 173 m<sup>2</sup>, au prix de 1 €.

#### **Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** cette acquisition aux conditions énoncées plus haut,
- **Indique** que la valeur du terrain étant inférieure à 180.000 €, l'avis du Directeur départemental des finances publiques (Domaine) n'est pas requis,
- **Autorise** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes nécessaires à cette cession.

### **Délibération n° 2025-143 : Acquisition foncière en vue de régulariser l'élargissement du chemin de Saint Martin des Ollières**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2241-1 ;  
**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.1111-1 ;

Considérant l'emplacement réservé V50 au Plan Local d'Urbanisme de la ville d'Aubenas, dont l'objet est l'élargissement des chemins de Saint Martin,

Considérant que l'emprise du chemin de St Martin des Ollières empiète sur la parcelle cadastrée section D, numéro 4290, d'une surface de 129 mètres carrés appartenant à Madame Odile Kucharczak,

Considérant que Madame Odile Kucharczak a donné son accord sur le principe de la cession à 1 € et que la Commune prendra à sa charge les frais relatifs à la rédaction de l'acte notarié,

Il est proposé d'acquérir la parcelle cadastrée section D, numéro 4290, d'une surface de 129 m<sup>2</sup>, au prix de 1 €.

#### **Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** cette acquisition aux conditions énoncées plus haut,
- **Indique** que la valeur du terrain étant inférieure à 180.000 €, l'avis du Directeur départemental des finances publiques (Domaine) n'est pas requis,
- **Autorise** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes nécessaires à cette cession.

## **Délibération n° 2025-144 : Prolongation du bail emphytéotique avec la SACOGA**

**Vu** la convention signée le 3 mars 1959 par le Département de l'Ardèche, les communes d'Annonay, d'Aubenas et de Privas, la compagnie auxiliaire de la Caisse nationale des marchés de l'Etat et la société immobilière Constructions de Paris pour créer la Société d'Economie Mixte (SEM) dénommée Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière de l'Ardèche (SACOGA) ;

**Vu** le bail emphytéotique signé par la SACOGA et la Ville d'Aubenas en date du 13 juillet 1960 pour une durée totale de 65 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1960 et donc échéance au 31 décembre 2025, pour la construction de 3 immeubles sur le quartier de Baza ;

**Vu** l'avenant au bail emphytéotique signé le 10 janvier 1961 portant sur plusieurs modifications de modalités foncières ainsi que la résiliation partielle en date du 23 septembre 1991, suite à la reprise de la propriété de la voirie de l'ensemble immobilier par la ville d'Aubenas ;

**Vu** l'avenant au bail emphytéotique signé le 31 octobre 2003 pour renonciation à la faculté de résiliation anticipée du bail emphytéotique en contrepartie de la dévolution gratuite des biens à l'expiration du bail ;

Considérant qu'une étude prospective a été menée par la SACOGA et son conseil d'administration pour imaginer le futur de ces immeubles à l'issue du terme du bail emphytéotique mais que des choix stratégiques doivent encore être approfondis afin d'évaluer les conséquences de la décision sur le devenir des 88 logements situés sur Aubenas,

Considérant qu'il est nécessaire de disposer de plus de temps pour poursuivre la réflexion engagée et prendre la décision la plus appropriée conforme aux intérêts de la ville, des locataires des deux immeubles et des autres actionnaires de la SACOGA,

Considérant qu'ainsi il paraît opportun de conclure un nouvel avenant au bail emphytéotique signé entre la SACOGA et la ville d'Aubenas pour proroger la durée du bail d'un an et fixer son échéance au 31 décembre 2026,

Considérant qu'ainsi cet avenant prévoira en outre que l'exécution de toutes les opérations administratives et techniques liées à la gestion des immeubles sera poursuivie, jusqu'au terme du bail, dans les mêmes conditions qu'actuellement et sans but lucratif,

Considérant qu'ainsi en cas de décision prise avant le 31 décembre 2026, si c'était nécessaire, une résiliation anticipée du bail emphytéotique pourrait intervenir,

Alexandra Guibert demande pourquoi la prolongation a une durée d'un an et quelle sera la suite à l'issue du bail.

Jacky Soubeyrand explique qu'à l'issue de ce bail, la ville peut récupérer ces logements. Une étude a été faite, mais la décision n'a pas été prise concernant le mode de gestion de ces logements.

André Constanzo demande si la décision sera prise avant le 31 décembre 2026.

Jacky Soubeyrand confirme.

André Loyet ajoute que dans les dispositions développées par la délibération, il y a bien la problématique liée aux locataires de ces bâtiments. Ces bâtiments reviennent à la ville ; ils peuvent être mis à disposition d'une société immobilière qui va les louer sans les modifier ; sous une forme de SPL, la ville peut continuer, par exemple, à passer la concession avec la Sacoga sur un délai suffisamment long avec des travaux d'investissement d'amélioration de cet habitat ; plusieurs hypothèses sont possibles et le but n'est pas de bouleverser l'occupation des lieux.

Alexandra Guibert confirme que les bâtiments ne sont plus aux normes, mais elle indique qu'ils sont agréables à vivre. La réflexion a été menée avec le voisinage de savoir la raison pour laquelle l'accès à l'achat n'était pas possible, et l'état des logements a été mis en avant. Des frais ont été engagés pour changer les portes des entrées, c'est la raison pour laquelle la reconduction d'un an l'a étonnée.

André Loyet explique qu'il y a des statistiques et en effet le taux de roulement est très faible, ce qui signifie que les gens s'y sentent bien.

Il souligne que la ville ne va pas au-delà d'un an car elle n'est pas la seule concernée par ce bail emphytéotique : il y a Privas (qui a également reconduit pour un an), Annonay, le Département, etc...qui ne souhaitent pas rester actionnaires à l'issue du bail.

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** la prolongation d'une année du bail emphytéotique signé le 13 juillet 1960 avec la SACOGA, soit une nouvelle échéance fixée au 31 décembre 2026, sans modification des conditions du bail,
- **Autorise** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant au bail emphytéotique et tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

<b>URBANISME</b>
------------------

**Délibération n° 2025-145 : Adhésion de la ville d'AUBENAS à Sites & Cités remarquables de France : désignation des représentants**

**Vu** la délibération n°30 du 28 février 2019, par laquelle le Conseil Municipal a demandé à la CCBA d'initier la procédure de mise à l'étude d'un Site Patrimonial Remarquable (SPR) sur la commune d'AUBENAS ;

**Vu** la délibération n°30 du 28 février 2019, par laquelle le Conseil Municipal a demandé à la CCBA d'initier la procédure de mise à l'étude d'un SPR sur la commune d'AUBENAS ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire du Bassin d'Aubenas du 7 mars 2019, lançant la procédure d'élaboration du SPR d'Aubenas ;

**Vu** la délibération n°11062024-09 du 11 juin 2024 de la CCBA approuvant le projet de périmètre du site patrimonial remarquable (SPR) d'Aubenas ;

**Vu** la délibération n°7 du 17 décembre 2024 du Conseil Municipal approuvant le projet de périmètre du site patrimonial remarquable (SPR) d'Aubenas ;

**Vu** l'avis favorable de la Commission Nationale du Patrimoine et de l'Architecture (CNPA) qui s'est prononcée le 22 mai 2025 sur le projet de périmètre du Site Patrimonial Remarquable d'Aubenas ;

Considérant les objectifs de la ville d'AUBENAS d'œuvrer pour la protection et la valorisation de son patrimoine et de développer des politiques de reconquête et de réhabilitation des quartiers protégés,

Considérant les objectifs de Sites & Cités remarquables de France :

- mettre en réseau les compétences de tous les acteurs du patrimoine,
- développer la connaissance mutuelle et les échanges entre les villes et territoires,
- contribuer à la définition d'une économie d'ensemble de la ville ou du territoire et du patrimoine en participant à l'évolution du cadre législatif, des outils de la protection et de la valorisation du patrimoine,
- accompagner les villes et territoires dans la mise en œuvre de leur politique patrimoniale,
- mobiliser les acteurs, élus et techniciens autour de la protection, de la réhabilitation et de la mise en valeur du patrimoine,

Considérant qu'une cotisation annuelle est due pour cette adhésion, déterminée en fonction du nombre d'habitants,

Considérant que la population municipale de la commune est arrêtée à 12 488 habitants au dernier recensement INSEE,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** l'adhésion de la ville à Sites & Cités remarquables de France,
- **Approuve** le paiement de la cotisation annuelle qui s'élève à 574,45 €,
- **Autorise** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires relatives à cette adhésion, ainsi qu'aux actions et partenariats auxquels la ville souhaiterait être associée dans la démarche initiée avec l'association,
- **Désigne** Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire, pour représenter la ville.

<b>ENVIRONNEMENT</b>
----------------------

**Délibération n° 2025-146 : Délibération du Conseil Municipal d'Aubenas relative à l'enquête publique complémentaire sur la réouverture de la centrale Biomasse de Gardanne**

**Vu** le Code de l'Environnement, notamment les articles L.123-1 et suivants relatifs à l'enquête publique ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2012 autorisant la société E.ON Société Nationale d'Électricité et de Thermique (devenue GazelEnergie Génération) à exploiter la centrale biomasse de Gardanne, annulé par le Tribunal administratif de Marseille le 8 juin 2017 ;

**Vu** l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille du 24 décembre 2020, annulé par le Conseil d'État le 27 mars 2023 (décision n° 450135), confirmant l'annulation de l'autorisation d'exploitation en raison d'une étude d'impact insuffisante, notamment sur le plan d'approvisionnement en bois ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 14 avril 2023, modifié par l'arrêté du 16 janvier 2024, visant à régulariser l'autorisation d'exploitation conformément aux injonctions de la Cour administrative d'appel ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral prescrivant une enquête publique complémentaire interdépartementale, concernant l'approvisionnement en biomasse de la centrale de Provence ;

**Vu** l'inscription de la commune d'Aubenas parmi les 324 communes situées dans le périmètre potentiel d'approvisionnement en bois de la centrale ;

Considérant que le projet prévoit une consommation annuelle de plusieurs centaines de milliers de tonnes de biomasse forestière, et que ce volume implique un rayon d'approvisionnement étendu incluant une grande partie des départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes, dont l'Ardèche,

Considérant que le territoire ardéchois, et notamment le bassin albenassien, est constitué de massifs forestiers déjà sollicités par diverses filières bois locales, et qu'une pression supplémentaire sur la ressource risquerait d'entraîner une surexploitation incompatible avec une gestion durable des forêts,

Considérant que les prélèvements massifs de bois brut destinés à une centrale industrielle de grande puissance sont susceptibles d'entrer en concurrence avec les usages locaux (construction, chauffage domestique, artisanat, bois d'œuvre), mettant en péril l'équilibre économique de la filière locale et les emplois induits,

Considérant que le modèle énergétique sous-jacent au projet repose sur une logique d'importation de ressources à longue distance, avec un bilan carbone discutable une fois intégrés les impacts liés à l'exploitation forestière intensive, au transport routier, et à la combustion elle-même,



Considérant que la commune d'Aubenas a fait le choix d'un modèle énergétique local et responsable en investissant dans une chaudière bois collective, dimensionnée pour fonctionner exclusivement avec du bois issu des filières de proximité, dans une logique de circuit court et de renouvellement durable de la ressource forestière,

Considérant que cette démarche locale exemplaire de transition énergétique serait directement fragilisée par un prélèvement industriel concurrentiel et déséquilibré, sans concertation avec les territoires concernés,

Considérant enfin les inquiétudes exprimées par de nombreux acteurs forestiers, associatifs, scientifiques et élus locaux sur les impacts potentiels du projet de Gardanne en termes de biodiversité, d'érosion des sols, de risque incendie, et de dégradation paysagère,

Patricia Roux demande, parallèlement à ce qui est proposé, s'il y a une étude sur l'impact territorial à laquelle la commune d'Aubenas serait pleinement associée quant aux travaux de suivi et de concertation.

Monsieur le Maire explique que la centrale biomasse de Gardanne produit de l'électricité (ce n'est pas une centrale de chauffage comme à Aubenas) et que le projet est largement avancé. L'enquête publique consiste à demander à différentes communes comme Aubenas de se prononcer car elle est située dans un large périmètre où la centrale peut s'approvisionner en bois.

Monsieur le Maire propose de se prononcer défavorablement en raison du risque important d'impact sur les filières bois qui ont été mises en place pour alimenter la chaufferie bois de la commune et qui fonctionnent parfaitement. Il ajoute que malgré l'avis défavorable des élus d'Aubenas, le projet sortira de terre car il est déjà quasiment en fonctionnement.

Il précise que l'idée est d'avoir la possibilité de donner un avis et d'intervenir une fois le projet en place, avec d'autres collectivités, pour éviter des dérapages et en particulier une consommation de bois excessive : il s'agit de plusieurs centaines de milliers de tonnes de bois, de méthodes à la brésilienne, c'est-à-dire les troncs sont arrachés, laissés sur place, ainsi que les déchets. Il est également question de bois, en particulier d'eucalyptus, qui viendrait du Brésil. Par conséquent, cette chaufferie va aussi contribuer à majorer les problèmes que l'on connaît en Amazonie en particulier de déforestation et ainsi contribuer au réchauffement climatique. De plus, le simple transport sur route de centaines de tonnes de bois va générer des émissions de CO2 très importantes.

Monsieur le Maire rappelle que la politique d'Aubenas est de récupérer le bois qui n'est pas noble, ainsi que les déchets de scierie pour les revaloriser et les utiliser dans la chaufferie.

André Loyet ajoute qu'il est question de plus de 700 000 tonnes par an de consommation de bois ; pour la chaufferie d'Aubenas, selon les températures extérieures, la consommation est entre 10 et 13 000 tonnes par an.

Guillaume Vermorel fait un bref historique aux élus : la centrale de Gardanne était alimentée par du charbon pour faire de l'électricité. En 2010, il a été décidé le changement de combustible au profit du gaz. Il avait été dit qu'il y avait potentiellement du gaz de schiste dans le sud-est de la France, notamment en Ardèche à Villeneuve de Berg qui pourrait être acheminé avec un gazoduc. Grâce à une belle mobilisation menée contre le gaz de schiste, le projet a été abandonné au profit d'une centrale au bois avec tous les défauts que Monsieur le Maire a listés. Il souligne que le vrai problème est le besoin d'énergie ; cependant, il n'y a pas d'énergie propre, que ce soit le nucléaire ou encore le photovoltaïque qui pose des problèmes pour la fabrication des panneaux.

Guillaume Vermorel ajoute par ailleurs, que les spécialistes disent qu'il faut limiter notre changement climatique à 2 degrés à l'horizon 2050 pour éviter des températures à 50 degrés. Cependant, cela nécessite de réduire notre consommation d'énergie à 5% par an. Pendant le

Covid en 2020, la baisse des transports, de l'industrie a permis de baisser de 5% les émissions de CO2.

Concernant les écrans publicitaires à Aubenas, il indique qu'il s'agit d'apporter, de manière assez minime, une contribution à cette lutte contre le changement climatique. « C'est donc tout notre modèle économique, de déplacement, de notre société qu'il va falloir remettre en question le plus rapidement possible parce qu'on a une lutte contre le temps ».

Monsieur le Maire approuve. Il ajoute que la chaufferie bois a été l'occasion de créer une filière bois en Ardèche qui n'existait pas avec la valorisation des déchets de scierie.

Il insiste sur le fait qu'il est question de 700 000 tonnes par an. De plus, d'autres projets émergent dans la vallée du Rhône, par exemple Pierrelatte avec 120 000 tonnes. Il alerte : « on va finir par ne plus avoir de forêt en France et faire venir encore plus de bois de l'extérieur. »

Monsieur le Maire demande aux élus d'émettre cet avis défavorable afin d'informer qu'en Ardèche et à Aubenas, « on est contre ces méga projets, ces méga structures qui à terme auront des conséquences écologiques et particulièrement néfastes sur le réchauffement climatique. »

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Émet** un avis **défavorable** à la réouverture de la centrale biomasse de Gardanne telle que présentée dans le cadre de l'enquête publique complémentaire ;
- **Souligne** la contradiction entre ce projet industriel et les politiques locales vertueuses, telles que celle menée par la commune d'Aubenas en faveur d'une énergie bois territorialisée, à faibles impacts environnementaux et à haute valeur sociale ;
- **Demande** que la commune d'Aubenas soit pleinement associée aux travaux de suivi et de concertation portant sur les conséquences territoriales du projet, notamment en matière d'approvisionnement forestier ;
- **Appelle** l'État à privilégier un modèle énergétique plus décentralisé, fondé sur la sobriété, l'efficacité énergétique et la valorisation locale des ressources renouvelables, en cohérence avec les stratégies régionales et locales de développement durable ;
- **Charge** Monsieur le Maire de transmettre la présente délibération au commissaire enquêteur, à la Préfecture de Région, au Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, à la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), ainsi qu'aux parlementaires du département.

Avant de passer aux questions écrites, Monsieur le Maire remercie Marie Loras, présente ce soir, et le service financier pour la vingtaine de délibérations présentées à ce conseil, ainsi que tous les services qui ont contribué à la rédaction des délibérations.

## QUESTIONS ECRITES

### Questions écrites proposées par le groupe « Ensemble pour Aubenas »

1) « **Le château d'Aubenas** s'appelle dorénavant Musée d'Art contemporain et du Patrimoine. Les expositions d'Art contemporain existent depuis maintenant un peu plus d'un an. Mais à ce jour il n'y a pas de salle dédiée au patrimoine.

Les associations sur le patrimoine d'Aubenas s'en inquiètent. Elles ont essayé d'obtenir un rendez-vous avec le directeur du musée pour en discuter. L'une d'elles a même fait parvenir l'historique du château avec les illustrations possibles mais à ce jour elles n'ont eu aucune réponse et la salle se fait attendre.

Pourriez-vous nous dire quand cette salle sera opérationnelle ? »

Monsieur le Maire informe les élus que la date d'ouverture de la salle dédiée au patrimoine n'est pas encore connue. Il explique que l'organisation de cette salle nécessite un travail important, comme pour le reste du château : l'aspect historique est travaillé notamment avec Laurent Fiocchi, architecte présent depuis le début et qui a rédigé des conclusions particulièrement intéressantes.

D'autre part, Monsieur le Maire indique qu'une réflexion est menée pour définir la scénographie de cette salle afin de satisfaire les visiteurs, en lien avec les associations du patrimoine avec qui la ville travaille depuis longtemps, entre autres sur ce projet.

Il ajoute que « Paris ne s'est pas bâtie en un jour ». Il rappelle que l'été dernier, il y a eu l'ouverture du centre d'art contemporain, ce qui ne veut pas dire que le patrimoine est négligé : des visites patrimoniales guidées sont organisées et obtiennent un grand succès.

## **2) « Ancienne clinique Du Vivarais »**

Mr le Président et les élus de la communauté de communes sont très visibles sur les réseaux sociaux depuis début juin pour annoncer un projet qu'ils envisagent à l'emplacement de l'ancienne clinique du Vivarais.

Pouvez-vous nous dire quand ce projet a été réfléchi, décidé et voté ? Et par qui ? »

## **3) Questions écrites du groupe "Agir Ensemble" - « Objet : Projet de réhabilitation de l'ancienne Clinique du Vivarais »**

Monsieur le Maire, vous avez accordé le 06.05.2024 le permis de construire n° PC 007 019 23 D 0062 à la Sté LP PROMOTION pour la construction d'une "résidence seniors" de 133 logements sur l'emplacement de l'ancienne Clinique du Vivarais.

Ce permis de construire est aujourd'hui caduc puisque aucune activité n'a été constatée sur ce site dans un délai supérieur à 1 année - Cf. article 421-32 du code de l'urbanisme.

***Monsieur le Maire, que pouvez-vous nous dire sur ce projet ?  
Envisagez-vous l'annulation de ce permis de construire ?***

Par la suite, le 05/06/2025, la *Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas* (CCBA) a annoncé son intention de racheter l'ancienne Clinique du Vivarais.

Le projet de la CCBA est de créer :

- d'une part, un pôle de logements pour les étudiants-tes de la *Première Année des Études de Santé* (PASS) et de l'*Institut de Formation en Soins Infirmiers et d'Aides-Soignants* (IFSI/IFSA) ;
- et d'autre part, de créer un "Data Center" dédié à l'*Intelligence Artificielle* (IA).

⇒ Notre groupe adhère complètement à l'idée de création d'un pôle de logements pour les étudiants-tes en formations PASS et IFSI/IFSA.

En revanche, la création d'un "Data Center" dédié à l'IA révèle une méconnaissance totale de MM. Max Tourvielhe et Fabrice Brun du domaine industriel et de son économie.

Le commentaire de Monsieur Fabrice Brun, rapporté par le quotidien "Le Dauphiné Libéré" daté du 06/06/2025 : « On voit bien qu'on est au début de quelque chose en ce qui concerne le numérique et l'intelligence artificielle. » est révélateur d'un retard d'une révolution industrielle et de 25 ans sur l'évolution technologique de notre société.

En effet, la société marseillaise SESTERCE en est cours de réalisation d'un "Data Center" sur la zone d'activité ROVALTAIN, à deux pas de la gare de Valence-TGV. Ce sera le plus grand "Data Center" de France... voire d'Europe.

Pour la première tranche cette infrastructure, l'investissement s'élève à 450 M€ (et 1,8 Md€ en incluant le coût des 40.000 processeurs graphiques (GPU) indispensables pour faire fonctionner l'IA).

Le déploiement de la première tranche de 6 MW est planifié fin 2026 et la mise en service complète dans le courant du 2<sup>ème</sup> semestre 2027.

Cette implantation devrait engendrer plusieurs centaines d'emplois qualifiés dans le domaine de l'ingénierie, de la maintenance et de la sécurité.

Le développement d'un campus d'IA avec des start-up connectées au supercalculateur et de grandes entreprises est inclus dans ce projet.

Les projets de SESTERCE ne s'arrêtent pas là, puisque leur plan d'investissement s'élève à un montant global de 52 Md€ pour le déploiement d'infrastructures d'IA en France d'une puissance de 1,5 GW et 1,2 million de GPU à l'horizon 2030.

⇒ *En conclusion, les Ardéchois, situés sur la rive droite du Rhône, resteront des spectateurs de la 4<sup>ème</sup> révolution industrielle de l'IA... ou devront changer de rive s'ils veulent en devenir des acteurs.*

Pour revenir à la réhabilitation de l'ancienne Clinique du Vivarais, nous préconisons, en accord avec la loi "Climat et Résilience" (loi n°2021-1104 du 22/08/2021) ainsi qu'avec le PLUi, d'adapter le bâtiment plutôt que le détruire et d'en construire un nouveau.

Le maître d'ouvrage (CCBA) devra prévoir les opérations de décontamination et d'abattage de cloisons en milieu confiné... s'il ne veut pas être visé par des plaintes des riverains du chantier sur la dispersion des fibres d'amiante et des poussières de silice.

Cette solution aura aussi le mérite de préserver les magnifiques arbres centenaires actuellement sur ce site.

***Monsieur le Maire, pouvez-vous soumettre notre proposition sur le devenir de l'ancienne Clinique du Vivarais au prochain Conseil Communautaire du 24 juin ?***

Rédigé le 15/06/2025 par André CONSTANZO »

Monsieur le Maire informe les élus que la question d'André Constanzo portant également sur la clinique du Vivarais, il n'y aura qu'une seule réponse. Il donne la parole à Jacky Soubeyrand.

Jacky Soubeyrand explique que le débat doit avoir lieu en conseil communautaire du 24 juin. Il y sera proposé l'achat de la clinique du Vivarais et le débat sur son devenir sera ouvert. Il ajoute qu'il ne peut pas se substituer au Président de la communauté de communes.

Monsieur le Maire ajoute qu'il semblerait que le projet d'achat et le projet de création de logements pour les étudiants aient été validés en bureau exécutif.

Jacky Soubeyrand confirme qu'il a été validé la création de logements pour les étudiants, qu'ils soient internes de l'hôpital ou en BAC + 2 sur Aubenas, pour les écoles d'infirmières, pour les médecins remplaçants qui viennent sur le secteur d'Aubenas. Il est envisagé de faire quelque chose au niveau du secteur informatique, mais rien n'est arrêté.

Monsieur le Maire rappelle que ce projet est porté par la communauté de communes et qu'il ne faut pas hésiter à poser des questions à l'occasion de l'assemblée communautaire du 24 juin.

A propos du précédent permis de construire, Jacky Soubeyrand informe les élus de la prise d'un arrêté afin de retirer le permis le 5 juin 2025, mis à l'affichage au service de l'urbanisme le 10 juin et transmis au contrôle de légalité le 12 juin.

André Constanzo interroge sur la création d'un Data Center. Il explique que cela est hors de portée de la CCBA. Celui en construction sur la zone de Rovaltain est moyen. Il indique que cela



ne résoudra pas les problèmes d'alimentation électrique et qu'il sera nécessaire de construire un petit réacteur nucléaire à côté de chaque Data Center.

Monsieur le Maire informe les élus que le projet de Data Center est assez flou, alors que le projet de logements répond à une vraie nécessité, en particulier dans le cadre du PASS, mais pas seulement puisqu'il faut aussi loger les internes en stage à l'hôpital ou sur le territoire et éventuellement des médecins remplaçants ou des médecins qui veulent s'installer sur le territoire.

André Constanzo insiste sur le respect de la loi climat et résilience et du PLUI qui est de réutiliser les bâtiments existants dans la mesure du possible, ce qui est le cas ici.

Jacky Soubeyrand rappelle que la première chose est d'acquérir le bâtiment et informe les élus qu'il est prévu une étude faisabilité qui prendra en considération tous ces problèmes. Il confirme que la première idée est bien les logements.

Monsieur le Maire indique aux élus que les démarches prenant du temps, ce projet concernera le prochain mandat et les élus de la prochaine mandature.

#### **4) « Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT) »**

L'intervention de ce jour fait suite au Conseil Municipal du 14 novembre 2024, où nous avons abordé la question de la réutilisation de "l'eau grise" sur notre commune.

L'eau douce représente seulement 2,5 % de l'eau disponible sur la planète. Avec l'accroissement rapide de la population mondiale, l'accélération de l'urbanisation couplée au réchauffement climatique, cette ressource se raréfie.

La REUT (Réutilisation des Eaux Usées Traitées) est une stratégie de gestion durable des ressources en eau qui consiste à recycler les eaux usées après leur traitement en station d'épuration pour divers usages, tels que l'irrigation agricole, l'arrosage d'espaces verts, ou certaines applications industrielles.

Cette approche s'inscrit dans un contexte de transition écologique visant à réduire la pression sur les ressources en eau douce, particulièrement dans les zones soumises au stress hydrique ou à la sécheresse comme c'est le cas dans notre région.

Il existe une réglementation stricte encadrant les conditions de réutilisation des eaux usées, au niveau mondial (OMS), à l'échelle de l'Union européenne, ainsi qu'au niveau national par le biais de décrets et d'arrêtés spécifiques.

Depuis ces dernières années, la réglementation de la réutilisation des eaux usées traitées a évolué pour garantir la qualité de l'eau réutilisée et protéger la santé publique et l'environnement. En France, la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) de 2006 et le décret de 2011 ont fixé des normes de qualité spécifiques pour les eaux usées traitées réutilisées.

Une réglementation européenne, adoptée le 5 mai 2020 ; concernant l'encadrement de la REUT est entrée en vigueur à l'été 2023 ; son objectif est d'encadrer et accélérer les usages de la réutilisation des eaux usées traitées.

Deux nouveaux arrêtés ont été publiés les 21 et 28 décembre 2023, en application du décret du 29 août 2023 relatif aux usages et aux conditions d'utilisation des eaux de pluie et des eaux usées traitées.

Ils en détaillent les modalités spécifiques relatives à l'irrigation des cultures et l'arrosage d'espaces verts. L'objectif est de simplifier les démarches pour les porteurs de projets tout en préservant un cadre de conformité et de qualité rigoureux, afin de garantir la protection de la santé publique et la préservation des écosystèmes naturels.

Le "Plan Eau" présenté par le Président de la République le 30 mars 2023, prévoit de massifier la valorisation des eaux dites "non-conventionnelles".

L'objectif est de développer 1.000 projets de réutilisation sur l'ensemble du territoire d'ici 2027 et de multiplier par dix le volume d'eaux usées traitées réutilisées pour d'autres usages d'ici 2030.

**Monsieur le Maire, pouvez-vous nous dire si la commune d'Aubenas a élaboré un projet de réutilisation des eaux usées traitées ?**

Rédigé le 15/06/2025 par Alexandra CAUQUIL »

André Loyet précise que la ville d'Aubenas n'est pas compétente dans ce domaine ; c'est le syndicat du Bourdary qui prend les décisions.

D'autre part, il affirme que même s'il y a une volonté de réutiliser l'eau, elle n'est pas réutilisable en l'état, cela nécessite toujours des traitements complémentaires.

André Loyet communique aux élus les informations suivantes :

- Il n'y pas d'exploitation agricole à proximité qui pourrait bénéficier de l'utilisation des eaux, d'où une nécessité rapide de la stocker avec les contraintes associées, telles que les durées de stockage ;
- Selon les règles évoquées par l'Agence de l'Eau, la réutilisation ne peut concerner qu'un maximum de 10% des rejets d'une STEP ;
- Le dossier est aujourd'hui traité par l'Agence de l'eau et décliné par l'EPTB. Une enquête a été lancée, le syndicat du Bourdary a répondu récemment.

Pour la STEP, il explique que les facteurs limitants sont :

- les volumes (10 % seulement peuvent être réutilisés),
- la création de stockage,
- la responsabilité associée à l'utilisation de cette eau.

André Loyet ajoute que la première analyse sur cette question est la suivante : l'eau ne sera pas utilisée pour les espaces verts car même si l'eau est retraitée, il y a toujours un risque de pollution. Aujourd'hui, l'utilisation potentielle envisagée est celle par les vidangeurs les sociétés qui font du nettoyage de réseaux, de fosses, et éventuellement par un nettoyage de rues, à condition que le traitement soit compatible.

André Constanzo suggère qu'il serait intéressant de savoir quelles sont les applications de cette réutilisation d'eau à Orléans.

Monsieur le Maire remercie les élus pour leur présence et leur participation active.

\*\*\*

**Jean-Yves MEYER lève la séance à 22h47**

\*\*\*

Le Président de séance,  
Jean-Yves MEYER



Le secrétaire de séance,  
Alain BOYER

